



P915730



PB-PP|B-
BELGIE(N)-BELGIQUE



**REGARDS SUR
L'UKRAINE**

**HISTOIRE
POLITIQUE
ÉCONOMIE
CULTURE**

LE LIEN 43

TRIMESTRIEL / PRINTEMPS 2023

MAISON DE LA LAÏCITÉ DE FRAMERIES ASBL 152 RUE DE LA LIBÉRATION, 7080 FRAMERIES (LA BOUVERIE)

ÉDITORIAL DU PRÉSIDENT ANDRÉ CEUTERICK	4
DE RETOUR EN 2023 – PROGRAMME D’ACTIVITÉS	6
L’HISTOIRE SE RÉPÈTE VICTOR HUGO	8
L’ÉVOLUTION GÉOPOLITIQUE DE L’UKRAINE RAOUL PIÉRARD	10
LES ORIGINES PROFONDES ET LES CRISES IMMÉDIATES DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN DANIEL SCLAVON	18
LE DONETSK EN 1920, UNE COLONIE BELGE ? DANIEL SCLAVON	28
L’EUROPE PEUT-ELLE SE PASSER DU CHARBON, DU PÉTROLE ET DU GAZ RUSSES ? DANIEL SCLAVON	34
L’IDENTITÉ CULTURELLE UKRAINIENNE JEAN-PAUL DELHAYE	46
OKSANA CHERKASHINA, UNE ACTRICE DE RENOMMÉE MONDIALE ANDRÉ CEUTERICK	52
OKSANA CHERKASHINA INTERVIEWÉE À GAND EN OCTOBRE 2022 ANNA BARACHNYKHOVA	56
SAUVER LE LIVRE ALAIN LALLEMAND	60
DEUX PERSONNALITÉS TRÈS ACTIVES DANS LE MONDE CULTUREL UKRAINIEN : DMYTRO TCHYSTIAK ET IVAN RIABCHYI ANDRÉ CEUTERICK / JEAN JAUNIAUX	64
TINTIN AU PAYS DES UKRAINIENS DANIEL COUVREUR	68

SOMMAIRE



ÉDITORIAL DU PRÉSIDENT

ANDRÉ CEUTERICK,
PRÉSIDENT DE LA MLF.

Le Lien n° 43 publié par la Maison de la Laïcité de Frameries (MLF) est consacré à l'Ukraine puisque l'angoissante et tragique actualité appelle, par ailleurs, à une meilleure connaissance, plurielle et diversifiée de cet immense territoire tampon entre la Grande (???) Russie et l'Europe orientale, constitué de régions très différentes, à la(aux) culture(s) multi-séculaire(s), et où vivent de nombreuses populations autochtones et immigrées : des Ukrainiens, bien sûr mais aussi des Russes, des Polonais, des Hongrois, des Arméniens, des Juifs et les « ethniques » Tatares de Crimée.

Avec une ambition très mesurée, nous avons tenté par quelques textes et réflexions d'aborder l'Ukraine sous plusieurs aspects (historique, économique, social, culturel, ...) à l'écart du débat quotidien, complexe et souvent em-

brouillé par des flots disparates de fake news, des controverses multiples, des prétendues analyses de « spécialistes » autoproclamés et des méandres de la chronique d'une guerre qui prolonge et étend dangereusement la première invasion russe, annexant la Crimée il y a 8 ans. Outre le retour sur la grande épopée historique, nous avons aussi tenté de dégager des pistes de compréhension et d'éclairage de la complexité de ce conflit qui ne tient sans doute pas uniquement au délire mégalomane de « L'Empereur » Poutine.

Il nous a semblé également intéressant de porter un regard – certes très limité – sur quelques entreprises de ces hommes et de ces femmes qui luttent à leur manière, en marge des tranchées et des lieux de déflagration, pour la reconnaissance de l'autonomie et de la liberté de leur peuple.

Quant à l'édifiant texte introductif de Victor Hugo, il nous ramène forcément à cette sempiternelle sentence de « l'Histoire, toujours recommencée ». Peut-être ces quelques modestes contributions vous permettront-elles de vous affranchir d'idées reçues et conventionnées et d'assertions péremptives en tous genres.

Nous entamerons notre programme d'activités le 26 janvier par une conférence-débat sur « L'évolution géopolitique de l'Ukraine », suivie le 8 février par la séance « Ukraine, 30 ans d'indépendance », une projection commentée sur les principaux moments marquants de l'histoire récente ukrainienne. Nous présenterons par la suite des conférences thématiques, des ciné-débats, des rencontres-témoignages, une exposition de jeunes artistes et une soirée musicale et

festive, jusqu'en juin 2023. Des informations sur ces différentes activités seront largement diffusées par tous supports et canaux de communication dans les prochaines semaines et, bien sûr, disponibles sur notre site internet et au siège de notre association.



DE RETOUR EN 2023 !

Notre programme sur le thème de **l'Ukraine** est en cours d'élaboration.
Il débutera :

LE JEUDI 26 JANVIER 2023

Conférence-débat sur « **L'évolution géopolitique de l'Ukraine** » par **Raoul Piérard**, Docteur en droit et Licencié en Etudes européennes.



RAOUL PIÉRARD.

LE MERCREDI 8 FÉVRIER 2023

Documentaire commenté, suivi d'un débat, sur « **L'Ukraine - 30 ans d'indépendance** » par **Ulrich Huygevelde**, professeur en Géopolitique à l'université de Nantes et à l'Institut d'Etudes politiques, Sciences Po.



ULRICH HUYGEVELDE.

Vous serez bien évidemment avertis, en temps et en heure, des autres activités.





UKRAINE, L'HISTOIRE SE RÉPÈTE

Soldats russes, redevenez des hommes.

Cette gloire vous est offerte en ce moment, saisissez-la.

Pendant qu'il en est temps encore, écoutez :

Si vous continuez cette guerre sauvage ; si, vous, officiers, qui êtes de nobles cœurs, mais qu'un caprice peut dégrader et jeter en Sibérie ; si, vous, soldats, serfs hier, esclaves aujourd'hui, violemment arrachés à vos mères, à vos fiancées, à vos familles, sujets du knout, maltraités, mal nourris, condamnés pour de longues années et pour un temps indéfini au service militaire, plus dur en Russie que le bagne ailleurs ; si, vous qui êtes des victimes, vous prenez parti contre les victimes ; si, à l'heure sainte où la Pologne vénérable se dresse, à l'heure suprême alors que le choix vous

est donné entre Pétersbourg où est le tyran et Varsovie où est la liberté ; si, dans ce conflit décisif, vous méconnaissiez votre devoir, votre devoir unique, la fraternité ; si vous faites cause commune contre les Polonais avec le Tsar, leur bourreau et le vôtre ; si, opprimés, vous n'avez tiré de l'oppression d'autre leçon que de soutenir l'oppresser ; si de votre malheur vous faites votre honte ; si, vous qui avez l'épée à la main, vous mettez au service du despotisme, monstre lourd et faible qui vous écrase tous, Russes aussi bien que Polonais, votre force aveugle et dupe ; si, au lieu de vous retourner et de faire face au boucher des nations, vous accablez lâchement, sous la supériorité des armes et du nombre, ces héroïques populations désespérées, réclamant le premier des droits, le droit à la patrie ; si, en plein dix-neuvième siècle, vous consommez l'assassinat de la Pologne, si vous faites

cela, sachez-le, hommes de l'armée russe, vous tomberez, ce qui semble impossible, au-dessous même des bandes américaines du sud, et vous soulèverez l'exécration du monde civilisé ! Les crimes de la force sont et restent des crimes ; l'horreur publique est une pénalité.

Soldats russes, inspirez-vous des Polonais, ne les combattez pas.

Ce que vous avez devant vous en Pologne, ce n'est pas l'ennemi, c'est l'exemple.

VICTOR HUGO,
HAUTEVILLE-HOUSE, 11 FÉVRIER 1863.



GÉOPOLITIQUE DE L'EUROPE : LA QUESTION UKRAINIENNE BREF HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION GÉOPOLITIQUE DE L'UKRAINE

RAOUL PIÉRARD,

DOCTEUR EN DROIT - LICENCIÉ EN ÉTUDES EUROPÉENNES, CHARGÉ DE MISSION DE 1988 À 1992 AU CABINET D'ANNE-MARIE LIZIN, MINISTRE DES AFFAIRES EUROPÉENNES - SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'EUROPE 1992

« Oukraïna », ce terme signifie en russe : « sur la frontière », « marches », entre la Russie et la Pologne.

Le trait géopolitique spécifique de l'Ukraine, dans le passé, fut sa situation d'espace frontalier - « Oukraïna » - d'où, jusqu'à l'aube du XX^{ème} siècle, l'absence d'un Etat. C'est la plus nombreuse nation d'Europe à n'en pas disposer !

L'Etat ukrainien, dans ses frontières actuelles, n'a jamais existé, en tant qu'Etat indépendant, avant 1991.

L'EMPIRE RUSSE AU XVIII^E ET XIX^E SIÈCLE

Avec Pierre le Grand (1682-1725), à qui l'on doit la création, en 1712, de Saint-Petersbourg, tsar en 1721, ensuite sous Catherine II (1762-1796), puis sous Nicolas 1^{er} (1796-1855), la Russie voit son territoire s'agrandir en direction de l'Ouest et du Sud, par l'annexion de l'Estonie (en 1721), de la Crimée (en 1783), de la région de Minsk-Biélorussie et de l'Ukraine (en 1793), de la Finlande (en 1809), de la Bessarabie (en 1812), de la Pologne (en 1815), pour ne parler que du versant occidental de cet immense pays qu'est la Russie.

Mais, en 1856, avec la guerre de Crimée, opposant les nations d'Europe occidentale à l'Empire russe, - ce dernier menaçant l'intégrité de l'Empire ottoman -, ce conflit met un coup d'arrêt à l'expansionnisme russe.

Après la Révolution russe d'Octobre 1917 et le Traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918, qui met fin à la guerre entre l'Empire allemand et la jeune république russe bolchevique, les Soviétiques perdent 760 000 km² de l'ancien Empire tsariste, notamment des territoires de Biélorussie, de l'Ukraine, de la Bessarabie, de la Pologne, de la Finlande et des pays baltes.

L'EMPIRE SOVIÉTIQUE (1922 - 1991)

Mais, en 1920, l'Armée Rouge et les bolcheviques sont victorieux face aux armées « blanches » contre-révolutionnaires : le conflit polono-soviétique, qui s'acheva au Traité de Riga, du 18 mars 1921, aboutit au partage de l'Ukraine entre quatre parties inégales : l'Union soviétique prenait Kiev et la majeure partie du pays, la Pologne annexait la Galicie, la

LE LIEN N°43 - REGARDS SUR L'UKRAINE - 11

Roumanie recevait la Bucovine, et la Tchécoslovaquie récupérait la Ruthénie. L'Union soviétique érigea l'Ukraine en république fédérée, en 1922.

Celle-ci a bénéficié, par la suite, des acquisitions territoriales faites par Staline (1878-1953) lors de la Seconde Guerre mondiale : la Galicie-Volhynie prise sur la Pologne, dans le cadre du Pacte germano-soviétique du 23 août 1939 ; la Bucovine et la Bessarabie du Sud jusqu'au delta du Danube, en 1940, aux dépens de la Hongrie et de la Roumanie; la Ruthénie, en 1945, aux dépens de la Tchécoslovaquie; plus tard, la Crimée est transférée de la Russie, en 1954, sous la présidence de Nikita Khrouchtchev, qui a succédé à Staline.

Ce n'est donc qu'en 1954 que l'actuel espace territorial ukrainien a pris sa forme définitive.

La décision des autorités soviétiques, sous Nikita Khrouchtchev, de rattacher la Crimée à l'Ukraine, relevait d'un geste symbolique destiné à marquer l'apogée des fêtes officielles commémorant le tricentenaire de l'alliance russo-ukrainienne de Pereïaslav, en janvier 1654, lorsque les Cosaques d'Ukraine firent allégeance avec le souverain moscovite, le tsar Alexis 1^{er} (1645-1676).

A l'époque, l'Ukraine n'était qu'un « petit espace sous-peuplé » que l'on désignait dans les temps anciens par le terme Rous, l'Etat de la Rous de Kiev, du IX^{ème} au XI^{ème} siècle, c'est-à-dire le territoire sur lequel vivaient « les petits-russiens (les Ukrainiens) et les grands-russiens (les Russes) ».

Le plus étonnant de l'histoire du territoire de l'Ukraine est qu'il fut en quelque sorte « réunifié » par Staline : une politique d'« ukrainisa-

tion » qui donna lieu à l'élimination des élites ukrainiennes au motif de leur « nationalisme bourgeois ».

L'EFFONDREMENT DE L'URSS : LA COMMUNAUTÉ DES ETATS INDÉPENDANTS (CEI)

A la suite de l'effondrement, en 1989, de l'URSS, sous la présidence de Mikhaïl Gorbatchev, et du référendum général sur la rénovation de la fédération soviétique du 17 mars 1991, ce dernier donne naissance à quinze républiques : la Russie, les Etats baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, les pays du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan) et cinq républiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizistan).

Le 8 décembre 1991, à Minsk, est signé l'accord mettant fin à l'URSS, et se crée, à l'initiative du président Boris Eltsine, la Communauté des Etats indépendants (CEI) qui regroupe alors la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine, laquelle n'a pas ratifié le texte fondateur de la CEI et l'a quittée en 2014.

Alors que huit autres anciennes républiques, devenues indépendantes, rejoignent la CEI, le 21 décembre 1991, les Etats baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) se tournent vers l'Ouest, et se prononcent pour leur entrée dans l'Union européenne.

L'UKRAINE, UN NOUVEL ETAT-NATION INDÉPENDANT

Le 24 août 1991, l'Ukraine, longtemps considérée par les Russes comme « la Petite Russie », avait

proclamé son indépendance, par un vote à la quasi-unanimité au Parlement ukrainien, confirmée massivement par la population, à 90,3 %, par référendum, le 1er décembre 1991, et cherche à affirmer sa souveraineté sur la Crimée, tout en lui accordant une relative autonomie.

Ces résultats donnent une légitimité démocratique incontestable à l'indépendance ukrainienne, et un important facteur de reconnaissance internationale.

C'est la première fois dans l'histoire de l'espace ukrainien que fonctionne un Etat indépendant, et cela depuis trois décennies.

Mais en l'absence d'une unité ethnique, c'est la volonté de vivre ensemble qui peut fonder la nation ukrainienne. Le développement d'une identité nationale commune est un des enjeux de la consolidation de l'indépendance.

Une véritable conscience nationale en Ukraine, qui puise ses racines jusqu'au IX^{ème} siècle, est née à partir du XV^{ème} siècle, avec les luttes de libération d'un peuple uni autour de chefs Cosaques légendaires.

L'espace territorial actuel de l'Ukraine, dont les frontières sont héritées des siècles d'histoire qui les ont façonnées, dispose des fondements culturels intrinsèques, - dont la langue ukrainienne à travers toute sa littérature -, de nature à constituer un véritable Etat-nation pour le « vivre ensemble » de la société ukrainienne.

L'Ukraine existe, quand bien même sa composition n'est pas homogène et se différencie entre l'Ouest et l'Est du pays, à l'instar, d'ailleurs, de la plupart des autres Etats membres de l'Union européenne, comme la France, par exemple, pays qui s'est construit

malgré des disparités sensibles entre certaines de ses composantes. Quoi de commun, en effet, à l'origine, entre l'Alsace et le Béarn, ou bien, entre la Bretagne et la Provence ? Comme le fait observer pertinemment bien, Francis Moncaubeig, dans son livre repris dans la bibliographie ci-après.

I L'ADHÉSION À L'UNION

En 1998-1999, les autorités ukrainiennes avaient manifesté leur objectif d'adhérer à l'Union européenne.

Mais, le 21 novembre 2013, le président pro-russe Victor Ianoukovitch renonce, après cinq années de négociations, à la signature de l'Accord d'association et d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne, sous la pression de la Russie qui menaçait l'Ukraine de représailles, no-

tamment économiques, si elle se rapprochait de l'UE, et n'adhérait pas à l'Union douanière regroupant la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, formée en 2009, sous Vladimir Poutine, et entrée en vigueur en juillet 2010.

L'ANNEXION DE LA CRIMÉE ET LA GUERRE AU DONBASS

Alors qu'à Kiev, les manifestations de février 2014, sur la place Maidan et le mouvement de l'Euro-Maidan, conduisent à la destitution du président Victor Ianoukovitch et sa fuite en Russie, les forces russes prennent possession de la Crimée. En mars 2014, au lendemain du référendum d'autodétermination (non reconnu par la communauté internationale), la Russie annexe la Crimée.

Le mouvement essaime ensuite dans l'Est de l'Ukraine où vit une importante minorité russe, du fait même que, dans les Etats issus du démantèlement de l'URSS, la Russie soutient des territoires sécessionnistes (la Transnistrie accolée à la Moldavie ; l'Abkhazie ; l'Ossétie du Sud ; le Donbass où les séparatistes russophones des provinces de Louhansk et de Donetsk sont soutenus par la Russie).

UNE IMPORTANTE MINORITÉ RUSSE

La population russe d'Ukraine s'élève à 8,3 millions d'habitants, soit 17,3 % de la population totale de l'Ukraine : c'est le groupe non autochtone le plus nombreux, et il domine dans la partie Est de la république.

Le fleuve Dniepr (2 285 km) a longtemps servi de frontière entre

l'Ukraine polonaise et l'Ukraine russe : la « rive Ouest » du Dniepr (région de populations mêlées, en majorité ukrainienne, mais aussi polonaise, autrichienne, roumaine), sous souveraineté polonaise jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle, puis autrichienne ; et la « rive Est » du Dniepr, sous souveraineté cosaque, jusqu'à sa réunion avec la Russie.

Dans le Donbass, la population russe de la province de Louhansk représente 39 % de la population totale ; 38,2 % de la population de la province de Donetsk ; 25,6 % de celle de Kharkiv ; 24,7 % de celle de Zaporijjia (où se trouve la plus grande centrale nucléaire d'Europe) ; 17,6 % de celle de Dnipropetrovsk, sur la base des données du recensement de 2001.

Ces données sont disponibles en ligne : www.2001.ukrcensus.gov.u/eng

Au Sud, les Russes représentent 20,7 % de la population de la région d'Odessa, 14,1 % de la région de Kherson et de Mykolaïv, et en Crimée, où ils sont majoritaires, avec 58,5 %.

La présence d'une importante minorité russe en Ukraine est le résultat de plusieurs siècles d'histoire partagée avec l'Empire russe, puis soviétique.

Une grande partie de ces Russes ont cependant voté en faveur de l'indépendance ukrainienne lors du référendum organisé en mars 1991. Et en Ukraine occidentale, dans l'ancienne Galicie (qui relevait de la Pologne), c'est un vote massif en faveur de l'indépendance qui s'est exprimé, notamment à Lvov, Ternopol, Ivano-Frankovsk.

L'identité culturelle et politique ukrainienne n'a cessé de se renfor-

cer en réaction à l'oeuvre tsariste de russification qui s'intensifia à partir du XVIII^{ème} siècle, jusqu'à la mainmise oppressante des Soviétiques au XX^{ème} siècle.

Pour mémoire, déjà en 1863, un premier oukase de l'Empire tsariste, sous Alexandre II, avait interdit la langue ukrainienne. Et seul le russe est autorisé dans les universités de Kiev, d'Odessa ou de Kharkov.

Mais, de l'avis même de Vladimir Poutine, et suivant l'opinion publique qui prévaut en Russie, si les peuples russe et ukrainien, peuples frères, vivent dans deux pays désormais séparés, ils ont une histoire commune, et partagent un avenir commun, ne formant qu'un seul et même peuple !

VERS DE NOUVELLES FRONTIÈRES INTERNATIONALES ?

En conclusion de l'ouvrage « Fronts et frontières », de Michel Foucher, repris dans la bibliographie ci-après, ce dernier observe que, dans bien des cas, les acteurs des luttes contre les noyaux ethno-démographiques dominants se localisent dans des régions frontalières, d'autant qu'ils peuvent trouver des appuis dans les groupes co-ethniques voisins.

L'étude du développement des particularismes et des séparatismes autorise à croire que, désormais, ce sont d'actuelles frontières administratives internes qui pourraient devenir la base de tracés de nouvelles frontières internationales, si les sécessions l'emportent, comme en ex-Union soviétique.

De quoi réfléchir aussi aux mouvements régionalistes et indépendantistes dans l'Union européenne (Catalogne, Pays basque, Corse, Irlande du Nord, Ecosse, Flandre, - sans parler du Royaume-Uni qui a fait sécession - le Brexit - et a quitté l'Union européenne).

Si les luttes armées ont quasiment disparu, les aspirations indépendantistes s'expriment désormais davantage par des processus démocratiques.

Qu'en sera-t-il, en Flandre, de la NVA et du Vlaams Belang, aux élections fédérales de 2024 ?

Réflexion personnelle que je retire comme enseignement de ce qui précède. L'objectif que poursuit le président Poutine, en envahissant l'Ukraine, c'est de vouloir

finalement annexer, à la fédération de Russie, toute la partie Est de l'Ukraine, à savoir, les quatre régions dont il a fait reconnaître, par la Douma, leur indépendance : les deux républiques populaires du Donbass, qui se sont auto-proclamées comme telles (les provinces du Louhansk et du Donetsk) et les deux régions de Kherson et de Zaporijjia.

Par voie de fait, ou par la voie diplomatique ? C'est là tout l'enjeu de l'issue de ce conflit à court terme.

Ouvrages avant servi à la rédaction de l'historique sur la géopolitique de l'Ukraine :

○ « Fronts et Frontières - Un tour du monde géopolitique » de Michel Foucher, professeur à l'université de Lumière-Lyon II, aux Editions Fayard, septembre 1991 (690 pages) ;

○ « Atlas historique mondial - L'histoire de l'humanité vue du XXI^{ème} siècle » de Christian Grataloup, professeur à l'université de Paris Diderot, aux Editions des Arènes, 2019 (656 pages).

On consultera également avec grand intérêt :

○ L'étude sur « L'Ukraine » parue dans la Collection encyclopédique de la revue « Que sais-je ? » de 1998, par Olivier de Laroussilhe ;

○ « Géopolitique de l'Ukraine » parue dans la même collection de 2016, par Emmanuelle Armandon ;

○ « L'Ukraine de l'Antiquité à 2015 » par Francis Moncaubeig, breveté de l'Ecole supérieure de guerre, aux Editions Sutton, de 2019, à Tours.

LES ORIGINES PROFONDES ET LES CAUSES IMMÉDIATES DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

DANIEL SCLAVON,
RÉDACTEUR DU LIEN.

Alors que l'agression russe de février dernier, qui a déclenché la guerre entre la « Petite » et la « Grande Russie », fait peser sur le monde la menace d'un cataclysme nucléaire, il nous semble intéressant de revenir sur les origines profondes et les causes immédiates de ce conflit fratricide.

La première question à se poser est : que peut-on trouver dans le passé de l'Ukraine, qui soit susceptible d'expliquer le conflit actuel et, même, de le justifier aux yeux de Vladimir Poutine ?

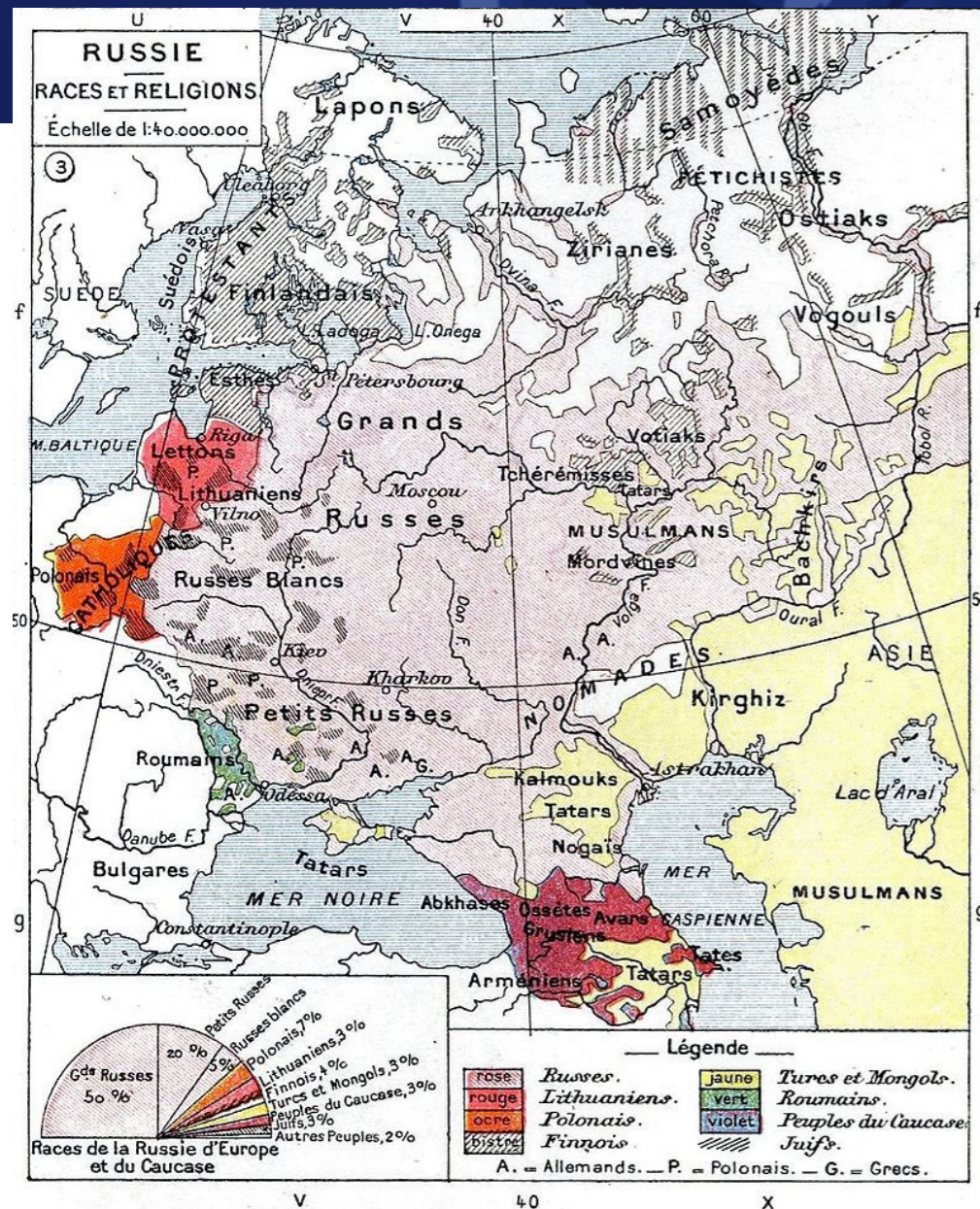
Rappelons, tout d'abord, que les peuples russe et ukrainien sont liés par un millénaire d'histoire, leurs racines remontant à un Etat slave médiéval, avec Kiev pour capitale, qui s'étendait

sur une partie de l'Ukraine et de la Russie européenne telles qu'elles existent aujourd'hui, une « Rus' kiévienne », dont le régime de Moscou s'estime l'héritier naturel.

Sans entrer dans les détails d'une histoire très mouvementée, il est établi qu'à l'origine, cette matrice des trois nations slaves orientales - biélorusse, russe et ukrainienne - fondée par les Varègues (Vikings) au 9^{ème} siècle, était une prospère fédération de principautés administrée par Kiev, centre spirituel de la région. C'est après sa chute, à la suite de l'invasion mongole du 13^{ème} siècle, que la Moscovie en devint la légitime héritière et que la Russie se voulut protectrice de ces nations, une union forcée rassemblant « toutes les Russies » : la Grande, la Petite - l'Ukraine - et la Blanche - la Biélorussie.

Intégrée par la suite à la Russie tsariste, l'Ukraine se vit imposer, dès le 17^{ème} siècle, la tutelle religieuse de Moscou, qui abolit au 18^{ème} siècle l'Hetmanat, l'organisation territoriale, politique, militaire et sociale alors en place, et qui interdit au 19^{ème} siècle l'usage de la langue ukrainienne, autant de mesures qui eurent raison de son existence, seules quelques régions occidentales comme Lviv, alors incorporée à l'Autriche-Hongrie, demeurant le réceptacle de la culture ukrainienne.

Enfin, après la révolution bolchevique de 1917, l'Ukraine devient une république soviétique, une « Petite Russie », qui constitue cependant une des entités les plus importantes, politiquement mais aussi économiquement, de l'URSS.



CARTE ETHNIQUE DE LA RUSSIE EUROPÉENNE AVANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE.

Ceci étant historiquement établi, il n'est pas étonnant que le président Poutine, fervent nationaliste formé par l'appareil d'état soviétique et effaré par l'effondrement de l'URSS, à savoir selon ses propres mots « la plus grande catastrophe géopolitique de l'Histoire », ait longtemps développé l'idée selon laquelle l'Ukraine n'avait pas d'existence propre comme nation, que l'Ukraine et la Russie (tout comme la Biélorussie) formaient en réalité un seul et même peuple, et que l'existence de l'État ukrainien n'était donc due qu'aux conséquences de la chute de l'URSS en 1991.

A cette représentation du caractère illégitime de l'existence de l'Ukraine s'ajoute la qualification d'une Ukraine nationaliste et antisémite, deux caractéristiques propres au nazisme, régime dont a tant souffert la Russie lors de la Seconde Guerre mondiale avec

ses 27 millions de morts, civils et militaires, et contre lequel, aux yeux du peuple russe, il est justifié de mener croisade.

C'est pourquoi lors d'une allocution télévisée diffusée le 23 février 2022, à la veille de l'invasion, le président russe a répété à plusieurs reprises que l'objectif de Moscou est de « dénazifier l'Etat ukrainien » et de « protéger les personnes victimes de génocide de la part de Kiev ».

Il est vrai que la référence quasi mythologique à l'Union soviétique, comme rempart contre le nazisme, et l'assimilation du nationalisme ukrainien à la résurgence d'un Etat fasciste et néonazi, n'est pas dénuée, au regard de l'Histoire, de tout fondement.

En effet, si l'Ukraine fut pour les Juifs un formidable espace d'épanouissement religieux avec l'has-

sidisme, culturel avec les Lumières juives et politique avec le sionisme, ce fut aussi une aire géographique de persécution marquée par des pogroms, des massacres de masse et un génocide.

Si les épisodes, dont la communauté juive est victime, foisonnent - lors de la révolte cosaque entre 1648 et 1651, durant la Révolution bolchevique de 1917, puis, pendant la guerre civile de 1917 à 1921 - l'antisémitisme ukrainien s'est encore renforcé durant les années 1932-33, lors de l'Holodomor, une famine qui fera 7 à 10 millions de morts, orchestrée par Staline et menée par l'un de ses amis les plus proches, un Juif originaire de Kiev.

On le voit donc, à travers ces quelques exemples, ce très fort courant antisémite n'a pas attendu Hitler pour s'épanouir depuis la mer Baltique jusqu'à la mer

Noire. C'est, d'ailleurs, de ce sentiment de haine dont vont se servir, lorsque l'Allemagne nazie se lance à l'assaut de son espace vital à l'Est en 1941, les Einsatzgruppen et leurs supplétifs locaux pour exterminer en masse, durant la « Shoah par balles », plus d'1,5 million d'hommes, de femmes et d'enfants, l'Ukraine devenant le théâtre d'opération de massacres, qui n'auraient jamais été possibles sans la collaboration active des Ukrainiens avec les nazis.

Dirigés par Stepan Bandera, chef de l'Organisation des nationalistes ukrainiens, créée en 1929, puis intégrés, en février 1941, à la Légion ukrainienne, sous le commandement de la Wehrmacht, ces extrémistes deviennent rapidement des agents nazis zélés. Ils devancent ceux-ci dans leurs opérations de liquidation des Juifs, un épisode qui pourrait paraître anecdotique, sachant que, dans

chaque pays, des extrémistes ont collaboré avec les nazis, comme ce fut le cas en Croatie avec les Oustachis ou en Belgique avec les rexistes, si ce n'est qu'en Ukraine, la mémoire de Bandera est restée très vivace.



STEPAN BANDERA, EN UNIFORME DE REICHSFÜHRER.

D'ailleurs, le Bataillon Azov, unité de la garde nationale ukrainienne basée à Marioupol et dont les hommes sont unanimement re-

connus par des ONG et des experts occidentaux indépendants comme ayant perpétré plusieurs cas de violation des droits de l'homme, est en grande partie composé de volontaires d'extrême droite, avec des affiliations néonazies.

Et finalement ce n'est pas l'élection d'un Juif, Volodymyr Zelensky, à la tête de l'Ukraine, même s'il montre que les hommes ne sont pas condamnés à reproduire les schémas de pensée ni les crimes de leurs ancêtres, qui effacera ni l'antisémitisme ni l'expérience historique tragique des Juifs dans ce pays.

Ceci étant, il nous semble nécessaire de compléter cette évocation du passé historique de l'Ukraine par la prise en compte des dimensions économiques de la crise, souvent largement ignorées par les observateurs, laquelle permet de mieux comprendre, en

grande partie du moins, pourquoi le pays a sombré dans la violence et, in fine, dans la guerre avec les sécessionnistes de Crimée d'abord, avec ceux du Donbass ensuite, avec la Russie enfin.

En effet, l'Ukraine possède de nombreux atouts économiques.

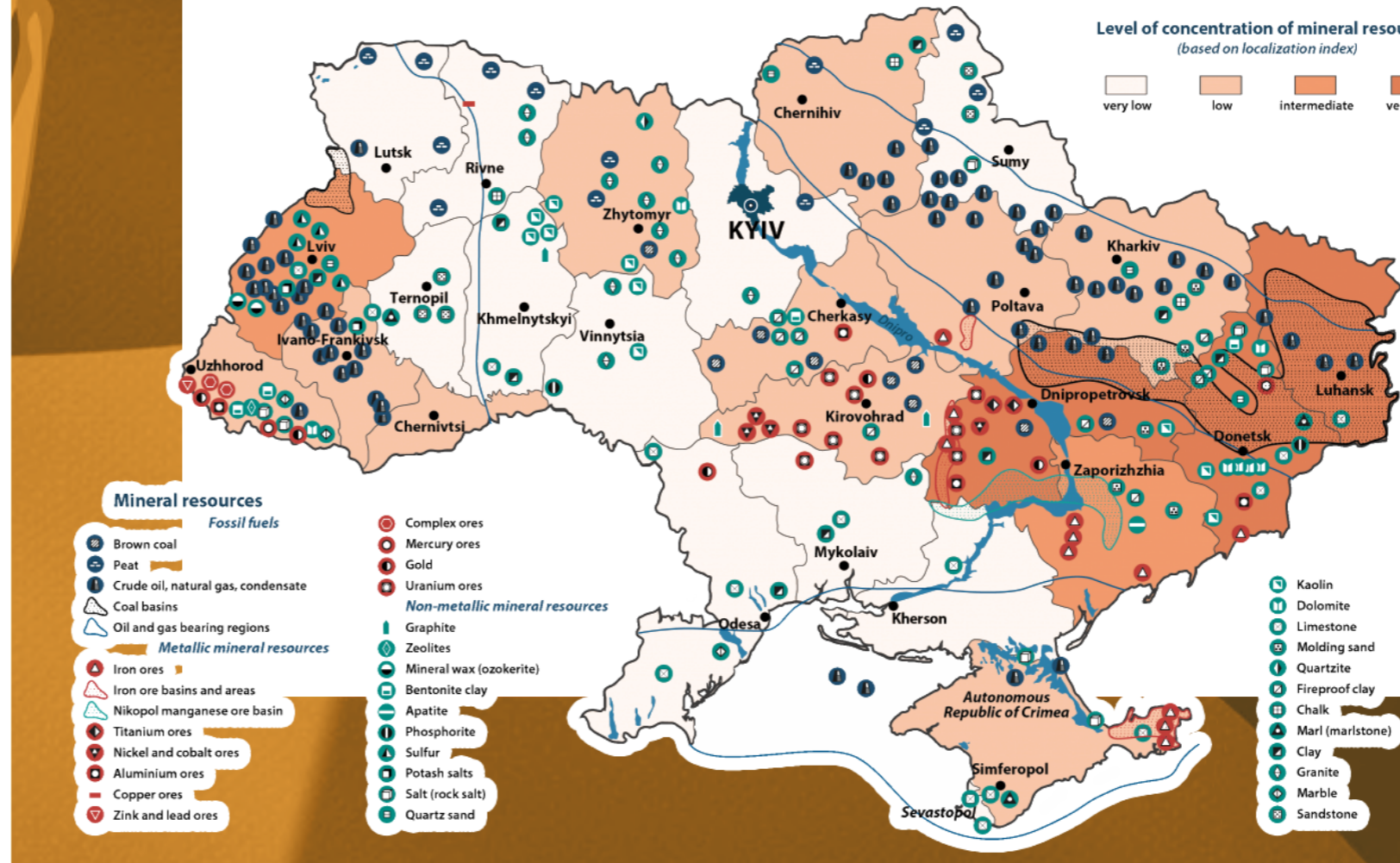
Très riche en ressources minières, son sol regorge de gisements de plus de 20 types de minerais très recherchés, de sorte qu'en 2019, le pays était le 7^{ème} producteur mondial de fer, dont les réserves s'élèvent à 28 milliards tonnes, le 8^{ème} producteur de manganèse, le 6^{ème} producteur

de titane, le 7^{ème} de graphite et le 8^{ème} d'uranium.

L'Ukraine est aussi le plus grand pays agricole européen par la taille de ses surfaces cultivées avec 41,5 millions d'hectares de surface agricole utilisée et le deuxième pour la surface des terres arables, avec 32,5 millions hectares, soit le double de la France.

60 % de ces terres sont constitués de « terres noires », un sol particulièrement fertile qui, à l'époque soviétique, en faisait le « grenier à blé de l'URSS ». L'agriculture et le secteur agroalimentaire jouent, d'ailleurs, en 2021, un rôle majeur dans l'économie de l'Ukraine, représentant 15 % du PIB, employant 20 % de la population active et fournissant 40 % des exportations.

Deuxième plus gros fournisseur de produits bio européen, le pays est, malgré des rendements limi-



tés du fait d'un faible recours aux engrais et à l'irrigation, un producteur majeur de céréales et d'oléagineux, avec une production de 80 millions de tonnes, dont 54 à 55 millions sont exportés.

Il est aussi le 4^{ème} producteur mondial de pommes de terre avec 20 millions de tonnes et récolte 9,6 millions tonnes de légumes et 2,1 millions tonnes de fruits. Ses principales exportations portent notamment sur l'huile de tournesol, dont il est le 1^{er} exportateur mondial, le colza, 2^{ème} exportateur, les noix et le miel (3^{ème}), le maïs, l'orge et le sorgho (4^{ème}), le blé (5^{ème}).

Quant aux ressources énergétiques, la production est relativement diversifiée : le nucléaire y occupe une place de choix avec 24,4 %, ce qui classe l'Ukraine au 7^{ème} rang mondial, les énergies fossiles 29,2 % pour le charbon,

26,2 % pour le gaz naturel et 15,1 % pour le pétrole.

Si le tissu industriel ukrainien souffre de carences importantes, rien d'étonnant à ce que le pays suscite néanmoins bien des convoitises à l'Est comme à l'Ouest.

D'autant que l'exploitation de ces ressources agricoles, minérales et industrielles, crée une division entre une Ukraine surendettée, dont le PIB par habitant est significativement plus faible que celui de ses voisins, la Moldavie exceptée, et les oligarques qui, à la faveur du capitalisme d'État de l'après 1989, monopolisent les richesses nationales et influent sur le jeu politique.

Alors qu'elle possède tous les ingrédients nécessaires pour devenir une économie importante de l'Europe, l'Ukraine, minée par la corruption extrêmement éle-

vée du milieu des affaires, des réformes de structure inachevées et une démographie particulièrement déprimée, n'a pas réussi, depuis 30 ans, à désimbriquer son économie de celle de Russie et s'est progressivement enfoncée dans une trajectoire financière devenue insoutenable dès 2013.

Recherchant une bouée de sauvetage, elle n'a cessé de loucher entre son voisin russe et l'Union européenne.

Alors que pour contrer le Fonds monétaire international et l'accord d'association proposé, en novembre 2013, par l'Union européenne, Vladimir Poutine propose un plan d'aide, qui prévoit un prêt de 15 milliards de \$, une baisse d'un tiers du prix du gaz vendu à son voisin et des assouplissements concernant la dette de Naftogaz envers Gazprom, le tout sans condition affichée, le

président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, suspend la signature de l'accord avec l'UE, une volte-face, qui déclenche des rassemblements proeuropéens à Maïdan, la place de l'Indépendance de Kiev.

Il est vrai qu'en exportant ses institutions et en diffusant les normes européennes en Ukraine, l'Union européenne risquerait d'emporter l'ensemble postsoviétique par effet domino et de détruire la base économique de la Russie, dont le

système issu de l'URSS, bien que lacunaire, vieillissant et pesant, encadre encore les relations économiques entre les pays de la CEI (La Communauté des États indépendants a été créée en décembre 1991 par onze pays de l'ex-URSS : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine. Elle a été rejointe en décembre 1993 par la Géorgie).

Toujours est-il qu'économiquement, le remplacement du partenaire historique s'avère douloureux.

Au-delà des causes historiques et économiques du conflit, reste une dernière interrogation, qui implique l'analyse du comportement des Occidentaux à l'égard des Russes et, notamment, de l'OTAN, de l'Union européenne et, singulièrement, des Américains.



LA RENCONTRE DE SOTCHI LE 17 DÉCEMBRE 2013
ENTRE IANOUKOVITCH ET POUTINE.

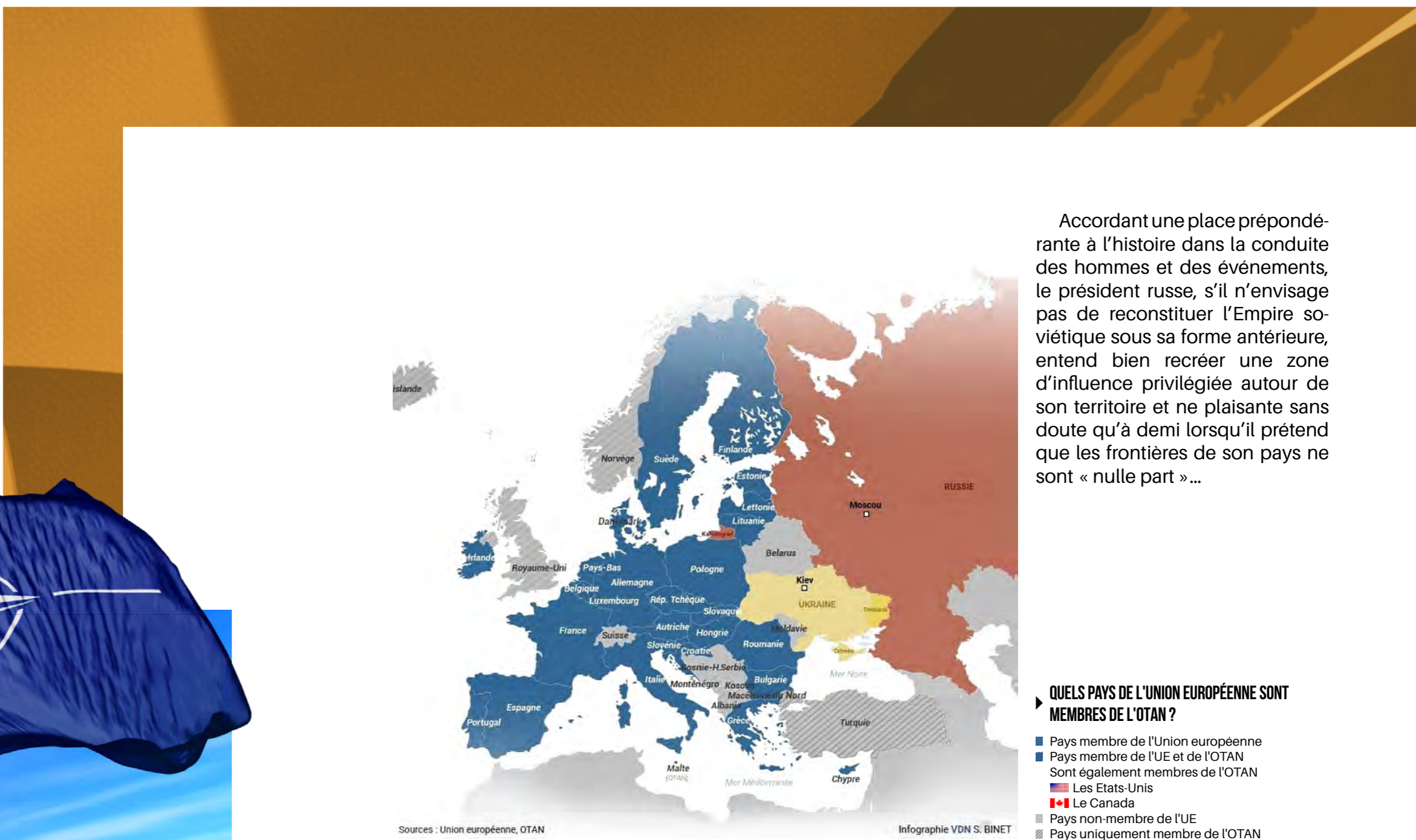
Une communauté de destin ne se forgeant qu'en se trouvant un ennemi commun, élément structurant et revitalisant des relations internationales, c'est pour se défendre contre une attaque du bloc soviétique qu'en avril 1949, 12 pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord décidèrent de se coaliser au sein d'une organisation militaire intégrée permanente.

Mais avec l'effondrement du Bloc de l'Est et la dissolution, en juillet 1991, de l'organisation militaire rivale, le Pacte de Varsovie, l'OTAN perdit sa raison d'être historique et se retrouva désœuvrée.

Toutefois, paradoxalement, durant cette période de flottement post-guerre froide, l'OTAN ne cessa de grossir pour englober aujourd'hui 30 Etats, dont la majorité des pays satellites de l'URSS.

Il est vrai qu'au lendemain de son effondrement, Boris Eltsine, qui avait succédé à Gorbatchev à la tête du pays, fut perçu comme un bouffon alcoolisé, et la Russie comme inexistante politiquement et économiquement sur la carte du monde.

Mais les choses ont bien changé depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine, qui s'est senti offensé par l'absorption dans l'OTAN de la zone d'influence historique russe, et qui a, à plusieurs reprises, adressé des mises en garde aux Occidentaux contre toute tentative de poursuivre leur expansion à l'Est et, singulièrement, en Ukraine.



Accordant une place prépondérante à l'histoire dans la conduite des hommes et des événements, le président russe, s'il n'envisage pas de reconstituer l'Empire soviétique sous sa forme antérieure, entend bien recréer une zone d'influence privilégiée autour de son territoire et ne plaisante sans doute qu'à demi lorsqu'il prétend que les frontières de son pays ne sont « nulle part »...

QUELS PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE SONT MEMBRES DE L'OTAN ?

- Pays membre de l'Union européenne
- Pays membre de l'UE et de l'OTAN
- Sont également membres de l'OTAN
- Les Etats-Unis
- Le Canada
- Pays non-membre de l'UE
- Pays uniquement membre de l'OTAN

LE DONETSK EN 1920, UNE COLONIE BELGE?

DANIEL SCLAVON,
RÉDACTEUR DU LIEN.



LA GARE « CLASSÉE » DE SLAVIANSK DANS
L'OBLAST (LA PROVINCE) DE DONETSK.



Ce titre quelque peu provocateur évoque la saga industrielle et commerciale, qu'ont menée, à la charnière des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, les investisseurs belges, un épisode passionnant de l'histoire économique de notre petite Belgique, alors actrice économique majeure dans le monde, que voici, brièvement résumé.

Grâce notamment aux investissements étrangers, la Russie de 1900 est alors sur la voie de l'industrialisation.

Contrairement à d'autres pays européens comme l'Angleterre et la France, qui ont mis à profit la première vague d'industrialisation, la Russie impériale s'inscrit encore, au XX^{ème} siècle, dans un système féodal de servage des paysans, qui touche presque la moitié de la population.

C'est pourquoi, au cours de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, le Tsar Alexandre II va tenter d'industrialiser l'Empire de Russie, afin d'être en mesure de rejoindre les autres pays européens sur la scène économique.

Son Premier ministre, le comte Sergueï Ioulievitch Witte encourage alors les compagnies privées étrangères à venir investir en Russie, de sorte qu'en 1900, près de 300 sociétés, en grande partie françaises et belges, y sont installées et qu'une petite Belgique se crée dans le bassin du Donetsk.

À la fin du XIX^{ème} siècle, la Belgique s'était taillée une solide réputation dans les domaines de l'exploitation minière, l'industrie lourde et la construction ferroviaire.

Pour preuve, cette scène étonnante à l'époque, lorsqu'à la gare de Slaviansk, un globe-trotter belge, qui attend son train sur le quai, entend, ébahi, un travailleur liégeois entonner une chanson wallonne.

Rien d'exceptionnel, cependant, quand on sait que vingt mille Belges vivent alors en Russie, la plupart engagés dans des entreprises minières ou métallurgiques du bassin du Donetsk.

Avec plus de 166 entreprises, la petite Belgique, qui représente en ce début du XX^{ème} siècle 41 % des capitaux étrangers, est un investisseur majeur dans le vaste empire des tsars.

Attirées à la fois par les belles promesses de rentabilité de la Russie et par la sécurité apportée par les garanties de l'Etat russe, les entreprises de construction ferroviaire, les usines métallurgiques et les ateliers de textile s'implantent dans le bassin industriel du Donbass, cependant dominé par les mines de fer et les charbonnages.

Cette industrialisation du Donbass se concrétise à la bourse de Bruxelles, dans les années 1890, par ce qu'on a qualifié de « fièvre russe ».

Il est vrai qu'après avoir stabilisé la valeur du rouble le gouvernement russe, qui mène une politique commerciale protectionniste, met en place un programme ambitieux de développement industriel qui nécessite la construction d'un réseau ferroviaire de plus de 50 000 km.

Le but est d'attirer les capitaux et savoir-faire étrangers. La découverte de gisements de charbon et de minerai de fer dans le bassin du Donetski vient à point nommé pour répondre à l'importante demande de fer et d'acier.

Pour la Belgique, l'un des premiers pays européens à adopter une économie industrielle fondée sur le charbon, la métallurgie et la technologie des chemins de fer et dont le savoir-faire est mondialement reconnu, cet eldorado vient au bon moment.

La première société à réagir est la firme Cockerill, qui, voyant son marché principal menacé par la mise en place par la Russie de tarifs douaniers de plus en plus prohibitifs, fonde, en 1886, la Société Dniéprovienne du Midi de La Russie et s'implante près d'Ekaterinoslav (Dniepropetrovsk), bientôt surnommé le « Seraing russe ».

La Dniéprovienne, qui garantit à Cockerill un marché de 25 % des rails dans l'empire, est une joint-venture avec une aciérie russo-polonaise, qui va connaître un formidable succès.



Ainsi, sur une capitalisation de 13 millions de francs-or belges, les actionnaires reçoivent 5,5 millions en dividendes, pendant les cinq premières années, qui monte jusqu'à 13 millions vers 1900, et le cours des actions Dniépro à Bruxelles passe de 500 à 6 700 francs-or belges.

Des chiffres qui font rêver... !



I LA FIÈVRE DE L'OR NOIR

Alors que la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, entrent dans la course industrielle, une nouvelle crise financière frappe la Belgique en 1892, provoquant un véritable exode des grandes entreprises - la Société Générale, les Aciéries d'Angleur, Espérance-Longdoz, Ougrée et la Providence - vers le bassin du Donetski, où, copiant la formule Cockerill, elles achètent des concessions minières.

Une région qui évoque chez les investisseurs un optimisme pareil à celui de la fièvre de l'or en Californie... ou, plus près de nous, du boom des actions technologiques dans les années 1990.

Toutefois, contrairement à la Dniéprovienne, ces entreprises ne sont pas assurées d'obtenir des commandes de l'Etat russe,

alors que la compétition pour les gisements et l'impatience des actionnaires poussent les prix des concessions vers la hausse.

LA PETITE BELGIQUE DU DONBASS

Quoi qu'il en soit, en 1899, les investisseurs étrangers contrôlent 45 % de l'économie russe, un pourcentage qui s'élève à 72 % dans les secteurs des mines et de la métallurgie. Le bassin du Donetsk est l'incontestable centre des activités économiques, regroupant presque la moitié des entreprises étrangères, en majorité belges : 17 charbonnages et mines de fer, et 38 usines métallurgiques, qui emploient plus de 22 000 mineurs.

Sur le plan financier, la prépondérance belge au Donetsk est aussi impressionnante, puisque 62 % des capitaux étrangers investis dans la région sont d'origine belge.

Phénomène d'abord économique, la présence belge dans le bassin du Donetsk va aussi avoir un effet profond sur le développement social et culturel : les steppes de la Russie méridionale, jusqu'alors peuplées sporadiquement de bandes de Cosaques, vont se transformer, entre 1890 et 1900, en villages abritant les logements des ouvriers et équipés d'écoles, d'églises et d'hôpitaux, comme l'exige la loi russe.

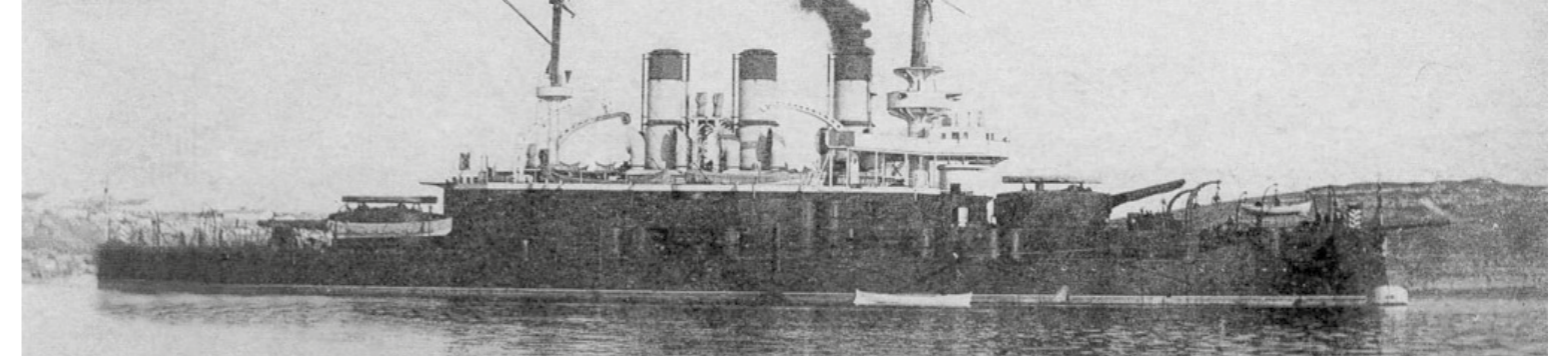
Pour les ingénieurs et contre-maîtres belges, les entreprises construisent des villages séparés avec des maisons de « style belge » à deux étages, des jardins, des parcs et promenades, des théâtres, des casinos, salles de billard, un champ de tir, des facilités pour le tennis et même pour le ca-

notage dans le cas du Yacht Club de la Dniéprovienne.

De cette stricte séparation entre ouvriers russes et cadres belges, découlent les conflits sociaux à venir.

Le rêve va cependant devenir cauchemar pour les investisseurs belges, lorsque le gouvernement est forcé, en 1900, alors que s'ouvre une longue période de troubles qui aboutira à la Révolution d'octobre 1917, de suspendre les commandes d'acier : les énormes installations à peine construites ne servent plus à rien, les prix de l'acier, de la fonte et du charbon diminuent fortement et le cours des actions chute.

LE CUIRASSÉ POTEMKINE,
DONT LES MARINS SE MUTINENT,
LANÇANT LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1905.



Ainsi, l'action de l'entreprise minière Almaznaïa, créée par Cockerill, perd 90 % de sa valeur boursière !

Plusieurs entreprises belges vont alors faire faillite ou seront reprises par la concurrence, et les relations sociales entre une classe ouvrière russe mécontente et les cadres étrangers isolés ne ces-

seront de détériorer. La Première Guerre mondiale, l'occupation de la Belgique et la Révolution bolchevique de 1917 mettront fin à la présence belge dans le Donetsk, laissant un héritage industriel toujours visible.

BIBLIOGRAPHIE

W. Peeters & J. Wilson. L'industrie belge dans la Russie des tsars. Liège-Bruxelles, 1999 ;

W. Peeters « Ilots belges dans les steppes russes » dans A. Morelli Les émigrants belges Bruxelles, 1998 ;

E. Stols, Montagnes russes. Berchem, 1989 ; J.P. McKay, Pioneers for Profit. Chicago, 1970 ;

W.L. Blackwell, The beginnings of Russian industrialisation 1800-1860. Princeton, 1960 ;

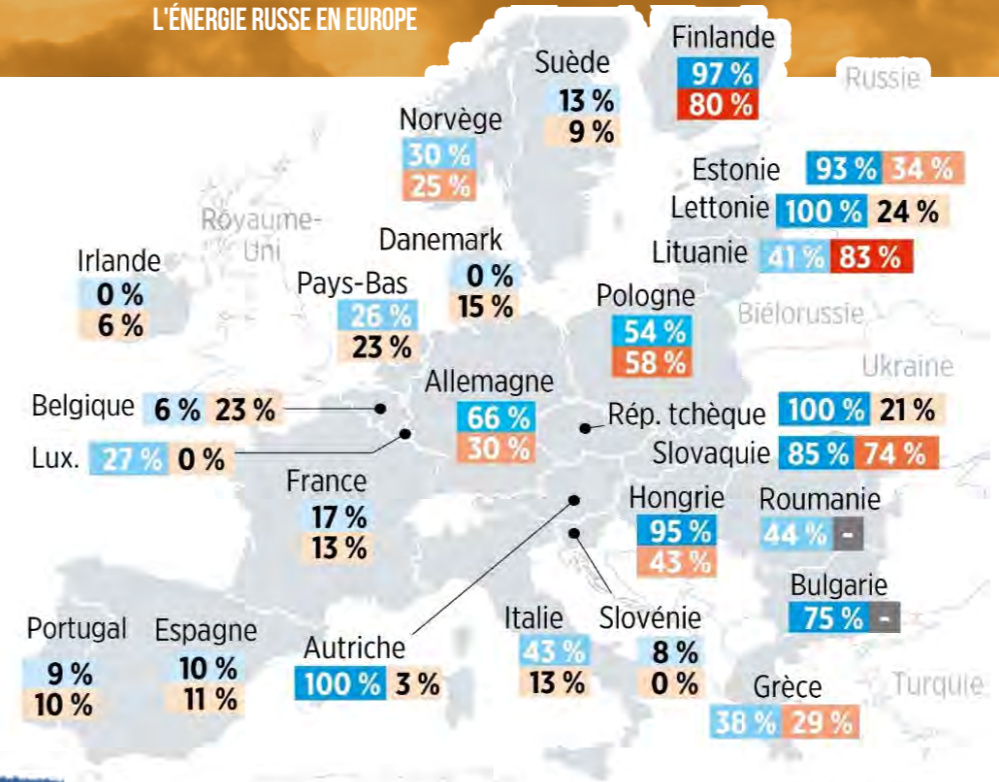
J. Cordeweener, Contribution à l'étude de la crise industrielle du Donetz. Bruxelles, 1902. Russie méridionale. Bruxelles, 1907.



L'EUROPE PEUT-ELLE SE PASSER DU CHARBON, DU PÉTROLE ET DU GAZ RUSSES ?

DANIEL SCLAVON,
RÉDACTEUR DU LIEN.

LA DÉPENDANCE À L'ÉNERGIE RUSSE EN EUROPE



Part des importations de gaz naturel en provenance de Russie

- Jusqu'à 24 %
- De 25 à 49 %
- De 50 à 74 %
- 75 % et plus

Part des importations de pétrole en provenance de Russie

- Jusqu'à 24 %
- De 25 à 49 %
- De 50 à 74 %
- 75 % et plus
- Pas de données

SOURCES : EUROSTAT (2020), AIE (DE JANVIER À NOV. 2021), MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE. LP/INFOGRAPHIE. 9/3/2022

Ce que l'on qualifie communément de « guerre du gaz » renvoie à des différends qui portent notamment sur le prix et la distribution du gaz naturel en provenance de Russie et transitant par l'Ukraine.

Ainsi en août 1993 déjà, au lendemain de l'indépendance et à la veille de la rencontre décisive Eltsine-Kravtchouk (respectivement présidents de la fédération de Russie et de l'Ukraine, à l'époque) sur l'avenir de la flotte de la mer Noire, la Russie,

utilisant le gaz comme arme diplomatique, réduit de 50 % ses livraisons à l'Ukraine, car elle prétend s'octroyer l'ensemble de cet espace maritime, alors que l'Ukraine insiste sur un partage.

Et en 2008, puis en janvier 2009, des centaines d'usines en Europe centrale et orientale doivent être mises à l'arrêt et des millions de personnes à Belgrade, Sofia ou en Transnistrie sont privées de chauffage, à la suite d'une interruption de l'approvisionnement de gaz russe.

À cause de l'incidence élevée que ces conflits ont sur les populations des différents pays européens et, notamment, ceux appartenant à l'Union européenne, ils ont une portée géopolitique considérable.

En fait, la dimension énergétique est traditionnellement présente dans les relations entre la

Russie et l'Ukraine, ce qui explique la rivalité existentielle entre deux nations sœurs, dont les économies, complémentaires et concurrentes, étaient fortement intégrées et interdépendantes avant 1991. Leur divorce civilisationnel a donc été particulièrement douloureux, la renaissance de la Russie en tant que puissance impériale semblant être incompatible avec l'existence de l'Ukraine indépendante.

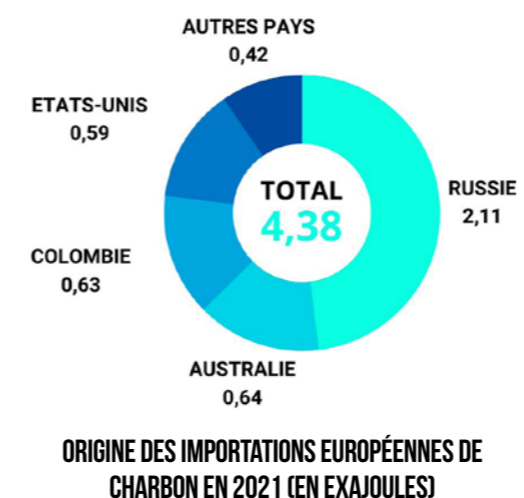
Mais c'est surtout fin 2013, alors qu'un accord d'association doit être signé entre l'UE et l'Ukraine, ce qui contrarie fortement Vladimir Poutine, ce dernier ambitionnant un rapprochement avec les pays anciennement soviétiques, que la Russie essaie de faire pression sur Kiev pour la faire changer d'avis, notamment en restreignant certains produits et en revoyant les prix du gaz.

Sous l'effet de ces pressions, le gouvernement ukrainien décide finalement de décliner l'accord avec l'Union européenne et de « relance[r] un dialogue actif avec Moscou », un revirement qui déclenche à Kiev d'importantes manifestations pro-européennes, connues sous le nom d'Euromaïdan, lesquelles aboutissent à la destitution du président pro-russe Viktor Ianoukovytch.

Un événement géopolitique majeur qui marque le début de la crise ukrainienne avec, notamment, l'annexion, en 2014, par la Russie de la péninsule de Crimée, la guerre larvée entre pro-russes et pro-ukrainiens dans le Donbass, et, en 2022, l'invasion russe, puis la reconnaissance de l'indépendance des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk par le Kremlin.

Ceci étant, quelles sont les réactions de l'Union européenne à cette situation, eu égard au fait qu'il semble qu'aujourd'hui, l'impératif moral paraît devoir s'imposer sur les calculs, tant les Vingt-Sept peinent à justifier leur opposition totale à la guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine, tout en continuant à alimenter le « trésor de guerre » de Vladimir Poutine.

I LA GUERRE DU CHARBON



Rappelons, tout d'abord, que les dirigeants européens ont décidé, le 8 avril 2022, dans le cadre du cinquième train de sanctions, qui intervient en réaction à la mise au jour, le 2 avril, des atrocités commises par l'armée russe dans la ville de Boutcha, de se passer du charbon russe, dès le mois d'août, ce qui privera la Russie de quelque 4 milliards d'euros par an. C'est donc, pour la première fois, le secteur de l'énergie qui est ici impacté, un secteur dont l'Europe est fortement dépendante, puisqu'elle importe 45 % de son charbon de Russie.

Des importations qui, d'ailleurs, atteignaient 70 % pour le charbon thermique utilisé dans certaines centrales électriques tournant à plein régime, notamment en Allemagne et en Pologne, celles-ci venant remplacer des centrales nucléaires fermées sous la pression des partis écologistes.

Un rejet du nucléaire au profit de centrales thermiques très polluantes, qui concerne d'autres pays européens, et entraîne de fait, une augmentation importante des besoins de l'Europe en charbon.

Alors que la consommation européenne annuelle de charbon a chuté de 1 200 à 427 millions de tonnes entre 1990 et 2020, la fermeture de nombreuses mines sur le continent a, par ailleurs, contribué à accroître la dépendance des Européens aux importations.

Pour la houille, les achats de l'UE à la Russie sont ainsi passés de huit millions de tonnes en 1990 (7 % des importations) à 43 millions en 2020 (54 %).

Sur les cinq premiers mois de 2022, l'électricité produite à partir de charbon en Allemagne a bondi de 20 %.

Ceci étant, avec l'arrêt des importations de charbon russe, l'Union européenne fondait de grands espoirs pour mettre sous pression le régime de Vladimir Poutine, d'autant que d'autres pays dans le monde, comme le Royaume-Uni ou le Japon, participent à cet embargo.

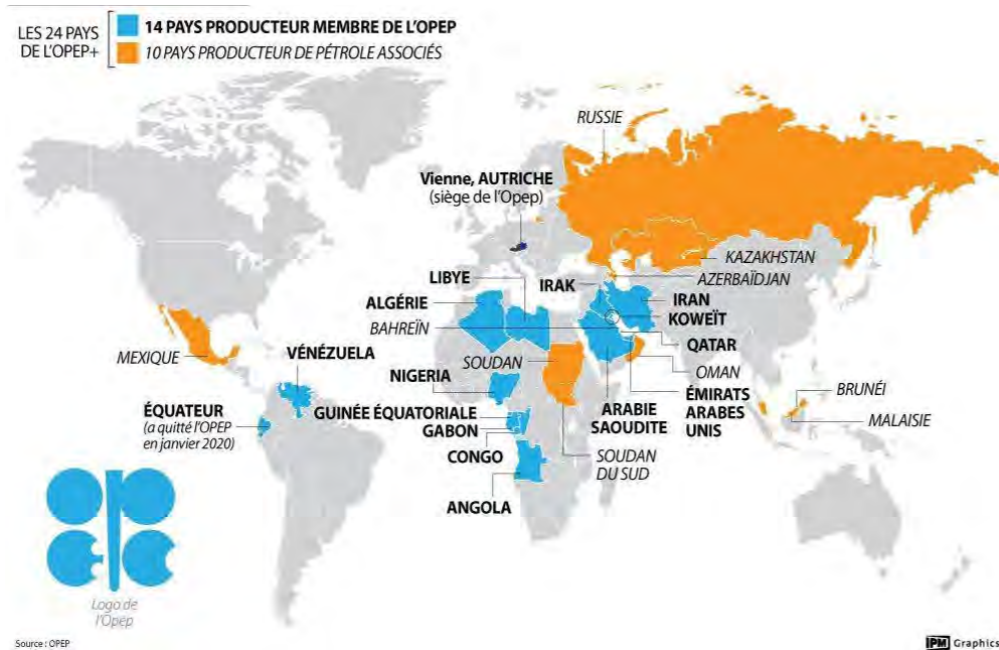
Un vœu pieux, car la Russie a déjà trouvé d'autres partenaires pour une grande partie de ses exportations, notamment la Chine, l'Inde et l'Iran.

Reste que les importations russes ont néanmoins pu être bloquées assez rapidement, car les autres producteurs sont nombreux et disponibles : l'Afrique du Sud, l'Australie, les États-Unis (qui ont fourni environ 17,5 % des importations de houille de l'UE au premier semestre 2022), l'Indonésie et la Colombie.

I LA GUERRE DU PÉTROLE

L'Union européenne s'est ensuite attaquée aux importations de pétrole, l'accord conclu entre les vingt-sept après **quatre semaines de négociations tendues** pré-

voyant **d'interdire 90 % des importations de pétrole russe** d'ici à la fin 2022, dans le cadre d'un sixième paquet de sanctions.



PAYS MEMBRES DE L'OPEP

Une décision pas facile à prendre sachant qu'elle s'approvisionnait, il y a peu encore, en Russie, à concurrence de près de 30 % pour le brut et de 15 % pour les produits pétroliers raffinés : bitume, goudron, kérosène, fioul, essence, gazole, ...

Une décision qui paraissait encore impensable au début de la guerre, véritable saut dans l'inconnu, pariant sur la possibilité de contracter avec d'autres fournisseurs, de remplacer le pétrole par d'autres sources d'énergie (renouvelables, bio...) et... de consommer moins.

Une décision qui a aussi eu pour double conséquence une envolée des prix et un grand défi logistique, celui de s'approvisionner plus encore auprès des pétromonarchies.

Dans ces conditions, la vraie question est : peut-on se passer des barils russes sans coup férir ?

Certes, conformément à leurs obligations internationales, les pays membres de l'Union européenne et de l'Agence internationale de l'Énergie doivent détenir un quart de leur consommation annuelle de produits pétroliers sous forme de réserves stratégiques, une différence notable avec le marché du gaz, où de telles réserves obligatoires n'existaient pas jusqu'ici.

Reste qu'avant d'en arriver à l'activation de ces stocks stratégiques, c'est sur le marché qu'il faut aller chercher le pétrole qu'on n'achète plus aux Russes et, même si le pétrole est un produit vendu au niveau mondial, avec une plus grande flexibilité que le gaz, fortement lié à la disponibilité de pipelines, cela demandera évidemment un certain temps d'adaptation logistique.

En effet, si une grande partie du pétrole russe arrive en Europe via

des oléoducs, qui traversent notamment l'Ukraine et la Pologne pour alimenter les raffineries allemandes, celles-ci devront trouver d'autres fournisseurs qui amèneront le brut par bateau dans les ports de la Baltique.

De plus, il sera nécessaire de défaire des contrats existants, et même si, une fois encore, à la différence du gaz, le marché du pétrole est plus « liquide » et les contrats généralement conclus pour douze mois maximum, contre dix, quinze ou vingt ans pour le gaz naturel, cela ne se fera pas du jour au lendemain et prendra au moins plusieurs mois.

Enfin, l'écueil principal est de trouver de nouveaux fournisseurs.

C'est donc vers les autres grandes régions productrices d'or noir - États-Unis et Moyen-Orient en tête - que les regards se

tournent comme sources d'approvisionnement alternatives.

Mais là encore, si sous la pression du président Biden, les producteurs américains, accusés de « s'enrichir » grâce à l'envolée des cours, se sont engagés à pomper davantage, l'ensemble des pétromonarchies ne semblent, pour leur part, nullement disposées à répondre aux appels européens.

En effet, peu enclines à se fâcher avec leur allié russe, les 13 membres de l'OPEP, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, ne semblent guère favorables, pour divers motifs politiques, à ouvrir davantage leurs robinets.

(l'OPEP, c'est-à-dire l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis - qui disposent respectivement de 2 et 1,13 million de barils par jour de capacité de réserve, soit de quoi

couvrir le « manque » qui pourrait découler de l'embargo total imposé à Moscou - l'Algérie, l'Angola, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigeria et le Venezuela, et, depuis 2016, leurs dix alliés, soit la Russie, le Mexique, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, le Brunei, la Malaisie, Oman, le Soudan et le Soudan du Sud, ceux-ci formant une alliance désormais connue sous le nom d'« OPEP+ », laquelle pèse 55 % de la production mondiale).

D'autant que ce pétrole russe intéresse d'autres clients, Chine et Inde en tête, pays à forte croissance, qui ont d'autres priorités que les sanctions internationales liées à la guerre en Ukraine, et qui s'empressent de le récupérer.

L'équation est, on le voit, à multiples inconnues.

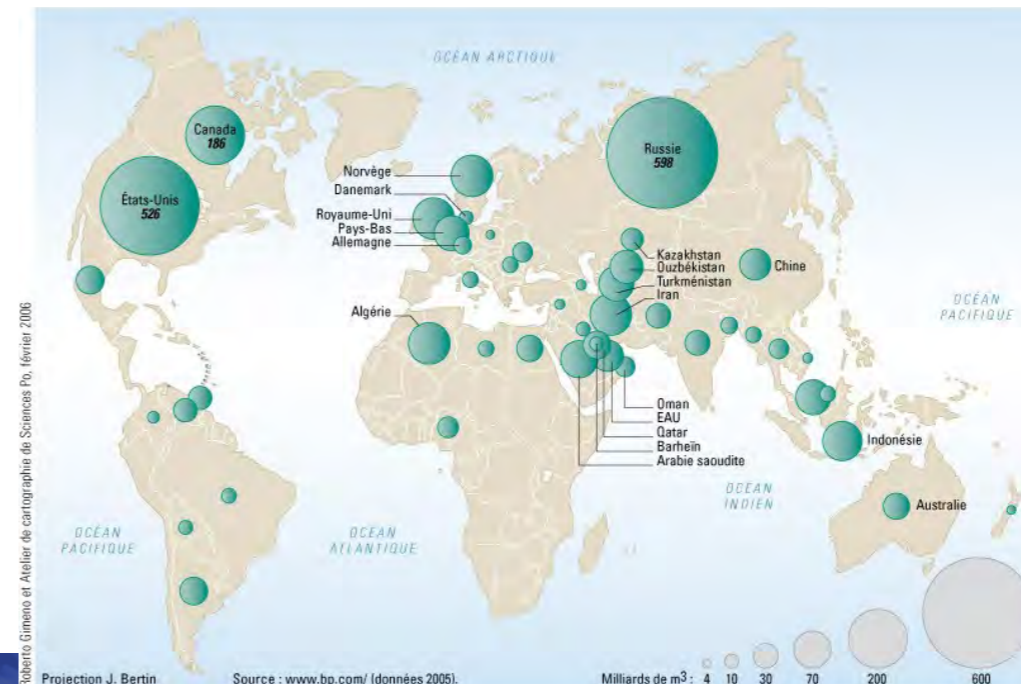
I LA GUERRE DU GAZ

Seule certitude : en dépit du ralentissement de l'économie, d'une inhabituelle douceur climatique et d'une baisse de la demande des clients contraints par les circonstances à d'inévitables économies d'énergie, on assiste à une flambée des prix à la pompe et le prix de vente au litre du mazout de chauffage est passé de 0,57 euro début avril 2021 à 1,178 euro un an plus tard.

L'unanimité européenne, obligatoirement requise pour adopter des sanctions, a aussi frappé le gaz russe, qui est une matière première irremplaçable par d'autres énergies, dans la pétrochimie, par exemple ou, comme on l'oublie trop souvent, dans la production de l'électricité.

Il est vrai que depuis le début des hostilités en février dernier, plus de 34 milliards d'euros ont été versés à la Russie pour ses fournitures de gaz aux pays de l'Union, ce qui finance en grande partie le budget annuel de son armée, estimé à 55 milliards.

Reste que plusieurs pays et, plus précisément, l'Allemagne, grande consommatrice de gaz, ont fait preuve de naïveté en entretenant une telle dépendance envers un seul pays, qui plus est, instable démocratiquement. Pourtant, l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, aurait déjà dû être un signal pour en finir avec ces importations et, ainsi, affaiblir son économie, essentiellement basée sur les énergies fossiles.



Roberto Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po, février 2006

Projection J. Bertin. Source : www.bp.com/ (données 2005). Milliards de m³ : 4 10 30 70 200 600

PRODUCTION DE GAZ

QUESTIONS INTERNATIONALES, NUMÉRO 24, LA DOCUMENTATION FRANÇAISE, PARIS, MARS-AVRIL 2007.
WWW.LADOCFRANCAISE.GOUV.FR/REVUES/QI/SOMMAIRES/24/SOMMAIRE24.SHTML

Ceci étant, il est bon de rappeler que tout ce gaz importé est composé de gaz sous pression fourni via un réseau de gazoducs construits à l'initiative de la Russie et qui traversent l'Ukraine.

Toutefois, dès 1994 déjà, alors que les Russes pressentent de futures difficultés avec le voisin ukrainien, Gazprom, géant mondial du gaz contrôlé par Moscou, entreprend avec l'Allemagne, en dépit de l'opposition des Américains, la construction de différents gazoducs, notamment Nord Stream 1 et Nord Stream 2, qui ont comme finalité de s'affranchir du passage par l'Ukraine.

Résultat de tous ces investissements, 98 % du gaz fourni par les Russes aux Européens passent par ces gazoducs et 2 % seulement de GNL ou gaz naturel liquéfié, qui, une fois arrivé à bon port, doit ensuite être regazéifié. Ce type de

gaz est, en effet, transporté par des méthaniers, qui présentent de nombreuses particularités découlant des caractéristiques physiques du GNL, à savoir la dangerosité de ce genre de cargaison et sa température de stockage.

Dès lors, l'interruption de l'approvisionnement gaz russe oblige les Européens à s'adresser à d'autres fournisseurs comme, par exemple, les Etats-Unis ou le Nigeria, ce qui nécessite, pour acheminer le GNL, de se doter d'une importante flotte de méthaniers, pour la plupart, fabriqués en Asie, en Corée du Sud, au Japon et, bien sûr, en Chine, dont la construction prend énormément de temps.

De plus, il faut également se doter de bâtiments de stockage et surtout de beaucoup plus d'installations portuaires spécialisées, dites « ports méthaniers », tels que celui de Zeebruges, le seul en

Belgique, des ports dont les Etats de l'UE sont singulièrement dépourvus.

Sachant que ces investissements, par ailleurs extrêmement lourds, ne se font pas en un clin d'œil, mais prennent des années avant d'être opérationnels, sachant également que la transition écologique dans le domaine énergétique, à savoir l'utilisation d'énergie verte ou propre, n'en est qu'à ses débuts, la situation actuelle se complique singulièrement pour les pays européens.

Ces questions de logistique résolues, ce qui est loin d'être le cas, il reste donc à trouver, comme pour le pétrole, de nouveaux fournisseurs, Australie, Qatar, Etats-Unis, Malaisie, Nigeria, sachant qu'on entre alors en concurrence avec les principaux pays importateurs que sont le Japon, la Corée du Sud, la Chine et l'Inde.

Notons cependant, que ce qui pourrait soulager les pays européens est la mise en service par les Etats-Unis, depuis 2018, de nombreuses installations de liquéfaction destinées à augmenter les exportations d'une partie de leur production de gaz de schiste sous forme liquéfiée.

I L'ÉLECTRICITÉ

Dans la continuité des mois précédents, le prix de l'énergie n'a cessé de grimper et selon Test-Achats, la facture d'électricité est aujourd'hui équivalente à 2 200 € par an en moyenne, alors que pour le gaz, elle monte à 3 800 € par an.

Et l'avenir n'est pas rose, puisque l'association de consommateurs affirme même qu'il n'est plus impossible de voir apparaître des montants proches des 10 000 €.

Pour ce qui concerne l'augmentation du prix du gaz, l'arrêt temporaire ou définitif de plusieurs centrales nucléaires et, surtout, la guerre en Ukraine et le tarissement du gaz russe pèsent évidemment beaucoup, mais pour l'électricité, comment cela s'explique-t-il ?

Il faut, en fait, rappeler que pour fonctionner, les sites produisant de l'électricité fonctionnent parfois au gaz et que, lorsque le prix de ce dernier monte, celui de l'électricité fait de même.

Par ailleurs, et c'est là que réside la subtilité, toutes les centrales électriques ne tournent pas au gaz, à l'instar des centrales nucléaires, solaires ou encore des éoliennes, ce qui n'empêche pas celles-ci, suivant le mouvement de hausse des prix, de vendre leur électricité plus cher, engrangeant des surprofits énormes.

Un système, qui, par le passé, était bien différent, lorsque les entreprises d'électricité comme Electrabel collaboraient avec les intercommunales pour en assurer la distribution et la facturation, ce qui entraînait en conflit avec des logiques de marché. D'où la libéralisation du secteur au niveau européen, en 2007, l'idée étant de limiter le rôle de l'État, afin de laisser la concurrence faire baisser les prix et inciter à l'amélioration des services...

Aujourd'hui, eu égard à la flambée exponentielle des prix de l'énergie, l'Europe s'interroge sur les méthodes d'intervention qui permettraient de soulager les consommateurs, particuliers et entreprises, confrontés à un envol sans précédent de leurs factures de gaz et d'électricité. Par exemple, en s'attaquant à la volatilité du marché de gros, en plafonnant les prix ou en adoptant le

« modèle ibérique » et subsidiant les centrales au gaz.

Concrètement, le choix devait porter soit sur ce qu'on qualifie de « corridor de prix », à appliquer de manière temporaire sur le marché de gros de référence en Europe – le TTF à Rotterdam –, soit sur l'extension à l'ensemble de l'Union du « modèle ibérique », qui découple les prix de l'électricité de ceux du gaz, et est mis en œuvre en Espagne et au Portugal. Là-bas, l'État a décidé de subsidier le gaz utilisé dans les centrales, avec, comme résultat, que, là-bas, l'électricité est trois fois moins chère qu'en Belgique.

Appliquer ailleurs en Europe cette solution « miracle » est plus compliquée qu'elle n'en a l'air, car l'Espagne et le Portugal ont une particularité, celle d'être peu interconnectés avec le reste de l'Europe, de sorte que les subsides

espagnols profitent presque exclusivement à leurs populations.

Si ce n'était pas le cas et si les pays ibériques étaient interconnectés à la France, celle-ci ferait venir de l'électricité moins chère de l'Espagne, de sorte que le gouvernement espagnol subsidierait un gaz pour de l'électricité consommée dans l'Hexagone. Difficilement concevable, politiquement du moins.

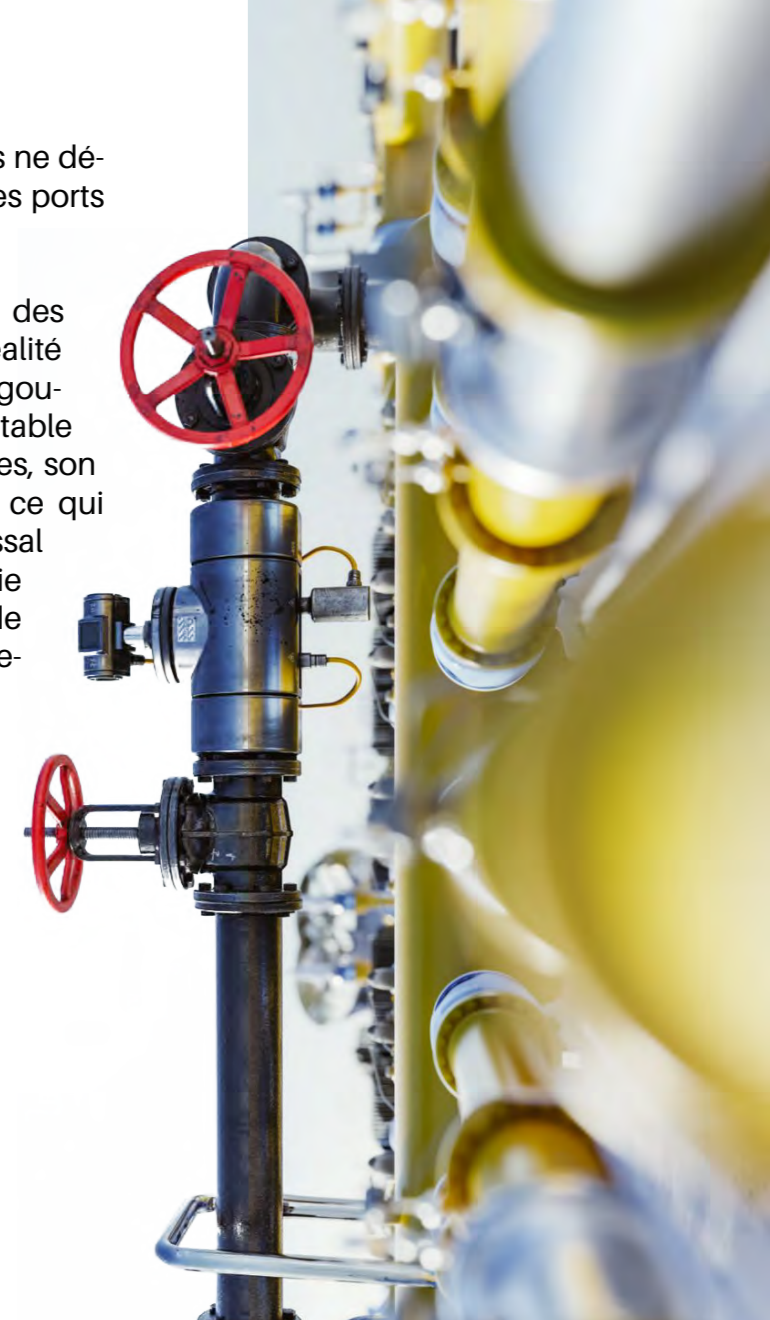
Aujourd'hui, après des mois de négociations, le plafonnement des prix du gaz a fini par être réglé et est fixé à 180 €, ce qui évitera, à l'avenir, une flambée des prix à 350 €, comme on l'a connue en août 2022.

Un plafonnement de nature à rassurer l'Allemagne notamment, celle-ci étant extrêmement soucieuse de garantir sa sécurité d'approvisionnement et qui crai-

gnait que des prix trop bas ne détournent les méthaniers des ports européens.

Une fixation du plafond des prix du gaz qui pose en réalité la question de ce qu'un gouvernement estime acceptable pour ses finances publiques, son économie, sa population, ce qui fait apparaître l'écart abyssal qui existe entre l'économie et les finances publiques de l'Espagne et celles de l'Allemagne...

La prudence s'impose donc. L'action politique aussi.



L'IDENTITÉ CULTURELLE UKRAINIENNE EN PÉRIL



Alors que les sept sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco, à Lviv et Kiev, notamment, et que de nombreux bâtiments et monuments dans le pays sont menacés par les bombes russes, il est intéressant de se pencher sur la diversité de l'apport culturel de l'Ukraine au patrimoine universel. Un patrimoine tant matériel qu'immatériel, qui est largement méconnu. Qui sait aujourd'hui que **Nicolas Gogol** était ukrainien, par exemple ? Ce sont des artistes, des écrivains ou des créateurs immensément célèbres que l'on attribue tout simplement à la Russie, selon une vision très approximative que nous avons de cette culture. Or, il est temps de rétablir son authenticité.



L'ÉCRIVAIN NICOLAS GOGOL
(1809-1852).

Il y a très peu de publications sur l'art ukrainien. On a, en Occident, organisé, la plupart du temps, des expositions consacrées à l'art russe ou à l'art slave. Des grandes expositions qui présentaient une sorte de panorama englobant l'Ukraine. Mais on manque cruellement de données sur la culture ukrainienne et quand il en existe, elles sont souvent indisponibles.

Or, les richesses patrimoniales du pays sont très grandes. Il y a de très nombreux musées qui ont dû être évacués du fait des bombardements russes, avec des œuvres démenagées pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. Il y a, par exemple, de multiples édifices religieux, chrétiens et de toutes autres confessions. Il y a tout un patrimoine littéraire et cinématographique, peut-être le plus connu, à travers des auteurs comme **Isaac Babel** ou de grands réalisateurs.



L'ÉCRIVAIN, D'ORIGINE JUIVE, ISAAC BABEL, FUSILLÉ EN 1940 À L'ÂGE DE 46 ANS, PARCE QUE CONSIDÉRÉ COMME UN OPPOSANT À STALINE.

Dans le cinéma soviétique, il y a ainsi beaucoup de films qui ont été tournés en Ukraine. Le grand escalier, dans la scène principale du **Cuirassé Potemkine**, de **Sergueï Mikhaïlovitch Eisenstein**, en particulier, se trouve à Odessa (voir page suivante).

JEAN PAUL DELHAYE



Il y a aussi des œuvres qui ne sont pas forcément ukrainiennes, mais conservées en Ukraine, comme « **L'argent versé** », de **Georges de la Tour**, au musée de Lviv (photo ci-après). Et cela fait vraiment partie d'un patrimoine universel. Il y a également des collections, et des musées, dont les trésors qui y sont conservés appartiennent à la nation ukrainienne, mais aussi à nous tous, symboliquement.

Certains sites sont classés par l'Unesco. La protection de ces sites fait partie du cahier des charges de l'organisation des Nations Unies. Évidemment, la plupart des nations dans le monde participent au fonctionnement de l'Unesco et souscrivent à ses principes. Mais dans tous les conflits, une partie de notre patrimoine commun est perdue. C'est ainsi qu'à Ivankiv, au Nord de Kiev, dans un musée en partie détruit

par des frappes russes se trouvaient plusieurs toiles de **Maria Primatchenko**, artiste phare de l'art ukrainien du XX^{ème} siècle, reconnue dans le monde occidental. Et même si le patrimoine n'était pas prioritairement ciblé, il est très rapidement devenu une victime collatérale du conflit. Les conservateurs en charge des monuments historiques s'efforcent de protéger ce patrimoine autant que possible, en abritant les collections à la cave, ou en les mettant dans des abris.

Il est donc plus que temps de finalement découvrir cette culture que l'on ignore, cette identité culturelle du pays qu'on perçoit mal, parce que souvent dans l'ombre de celle de la Russie. Ainsi, dire que Malevitch est né en Ukraine, c'est important. Jusqu'à présent, on le considérait comme un artiste purement russe et même s'il a exercé en Russie, bien sûr, s'il a vécu en Union soviétique, il est né à Kiev. Mais il y a bien d'autres artistes qui méritent d'être mis en évidence.

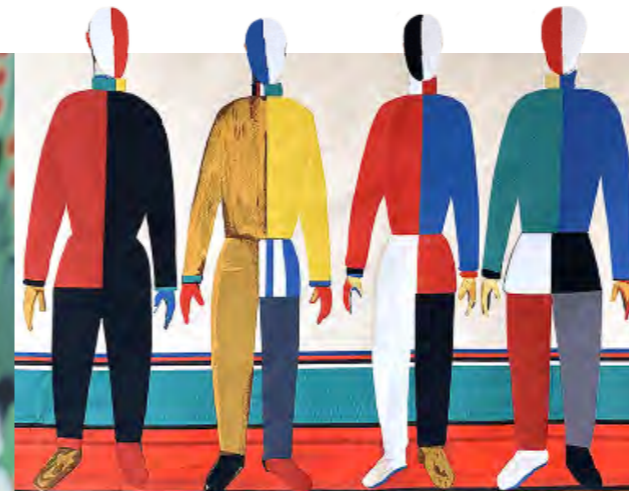
MIEUX CERNER LA CULTURE DE L'UKRAINE

La **culture ukrainienne** moderne est issue de l'ancien État de la Rus' de Kiev (La Rus' de Kiev est une principauté slave orientale qui a existé du milieu du IX^{ème} au milieu du XIII^{ème} siècle), et de la **Principauté de Galicie-Volhynie**, que les Ukrainiens considèrent comme leurs ancêtres historiques.

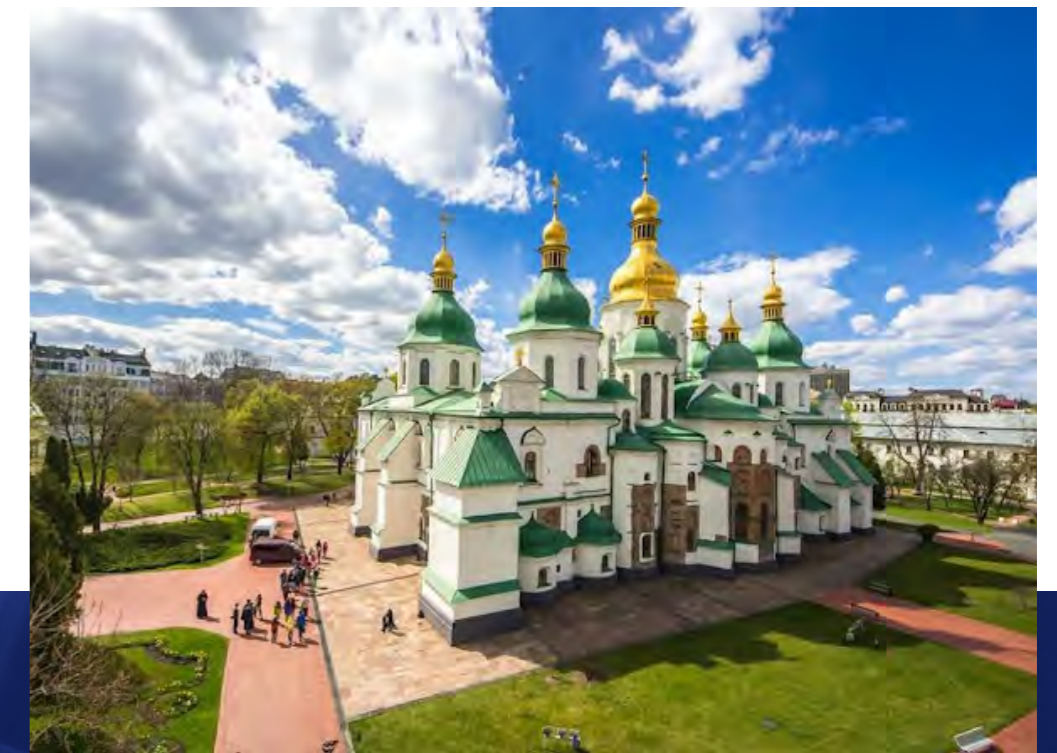
Celle-ci est une composition de valeurs matérielles et spirituelles, qui s'est formée tout au long de son histoire. Indépendamment par intermittence, le pays a développé une identité propre, de nombreux écrivains ayant contribué à l'histoire littéraire du pays, tels qu'**Ivan Kotliarevsky**, **Taras Chevtchenko**



L'ARTISTE PEINTRE MARIA PRIMATCHENKO (1909-1997).



TAPISSERIE « LES SPORTIFS » DE KASIMIR SEVERINOVITCH MALEVITCH (1879-1935).



LA CATHÉDRALE SAINTE-SOPHIE À KIEV, EXEMPLE TYPE DE L'ARCHITECTURE BAROQUE UKRAINIENNE.

et **Ivan Franko**, et cette identité a connu une résurgence significative depuis l'indépendance en 1991.

L'art populaire paysan traditionnel, la broderie et l'architecture sont essentiels à la culture ukrainienne, dont les éléments ont souvent été déterminés par les ressources disponibles à l'époque. La forte tradition d'art populaire et de broderie du pays (voir un modèle typique ci-dessous) se poursuit encore aujourd'hui, cette dernière étant souvent considérée comme une forme d'art à part entière.



Les coutumes ukrainiennes sont fortement influencées par l'Église orthodoxe et les traditions issues de la mythologie slave. La culture de ce pays a dû surmonter de nombreux obstacles pour survivre et conserver son originalité, car les puissances et empires étrangers qui ont dominé l'Ukraine et son peuple par le passé ont souvent mis en œuvre des politiques visant à assimiler la population à la leur, ainsi qu'à essayer d'éradiquer et de purger des éléments de la culture vernaculaire. Par exemple, la politique de russification a posé des obstacles importants au développement de son identité culturelle.

En matière linguistique, de nombreux chercheurs étrangers du dix-neuvième siècle, surtout ceux originaires de pays alliés à la Russie, se ralliaient à la position officielle du gouvernement tsariste. C'est ainsi que l'*Encyclopædia*

Britannica 1911 définissait l'ukrainien comme un dialecte de la langue russe. Toutefois, vers la fin du régime tsariste, l'Académie impériale des sciences a admis que l'ukrainien était bel et bien une langue indépendante. Et en 1917, l'ukrainien fut déclaré langue officielle de la république populaire ukrainienne. Après l'échec des efforts indépendantistes, l'ukrainien et le russe devinrent les deux langues officielles de la république socialiste soviétique d'Ukraine. Le nombre de locuteurs de l'ukrainien était alors estimé à 41 millions en 2007.

Le russe domine à l'Est du pays, dans le Sud de l'oblast d'Odessa, et le pays compte 17 % de russophones usuels. En août 2012, le gouvernement de Viktor Ianoukovitch fit adopter une nouvelle loi linguistique, qui permettait, pour une région donnée, à une langue parlée couramment par au moins 10 %

de ses habitants, d'avoir le statut de langue officielle dans cette région. Dans les faits, cela se traduit par le retour de la reconnaissance du russe dans 13 des 27 unités administratives du pays. Cette loi a été abolie en février 2018.

Dans l'Ouest du pays, on trouve des minorités qui parlent le polonais, le hongrois, le biélorusse, le roumain, le romani et des variantes anciennes de l'ukrainien, comme le rusyn. Les Tatars de Crimée rentrés dans la région après la déportation des peuples en URSS, essentiellement après 1961, parlent tatar mais surtout russe ; les deux langues sont officielles en Crimée.

Le yiddish disparaît dans les années 1960 en raison de l'émigration des survivants en Israël et du passage des Juifs au russe et à l'hébreu. L'allemand de la mer Noire disparaît après la Seconde Guerre mondiale en raison de l'ex-

pulsion ou de la déportation au Kazakhstan de ses locuteurs.

En 2013, les langues étrangères les plus enseignées dans le primaire et le secondaire sont l'anglais (3 534 227 apprenants), suivi de l'allemand (592 086) et du français (193 201).

La langue des signes ukrainienne (ukrainien : Українська жестова мова) n'est pas reconnue et serait employée par environ 54 000 personnes.

OKSANA CHERKASHINA, UNE ACTRICE DE RENOMMÉE INTERNATIONALE

ANDRÉ CEUTERICK,
PRÉSIDENT DE LA MLF.

Oksana CHERKASHINA, actrice de théâtre et de cinéma est née à Kharkiv en Ukraine, le 7 mai 1988.

En 2005, elle obtient un diplôme en langue anglaise et se perfectionne au piano dans une grande école de musique. Elle commence à jouer dans un théâtre pour enfants où elle fait une première apparition sur scène dans le rôle de l'Impératrice Catherine II dans « Soirées dans les fermes près de Dykanka » de M.V. Gogol.

En 2010, immédiatement après avoir obtenu son diplôme de l'université nationale des Arts de Kharkiv, elle est engagée par la troupe de théâtre dramatique d'Etat de Kharkiv.

Depuis 2013, elle est actrice du théâtre populaire de Kharkiv « Precious Flowers », et elle participe à de nombreuses résidences

et coproductions théâtrales européennes en Pologne, Allemagne, Italie, Grèce et Russie comme interprète et metteur en scène.

Depuis 2014, elle est formatrice, réalisatrice et conférencière à l'école de théâtre de « Dough ».

En 2016, Oksana a participé au projet polono-ukrainien « Map of Fear. Cartes d'identité » ce qui fut pour elle un tournant important dans sa carrière. Elle a aussi collaboré pendant plusieurs années à de nombreux projets indépendants notamment avec l'Institut polonais du Théâtre à Varsovie, l'Institut Goethe en Ukraine, le British Council de Varsovie, etc.

En 2019, elle déménage à Kiev où elle devient sociétaire de l'Académie de Théâtre et de Comédie, sur la rive gauche du Dniepr et est par ailleurs actrice invitée perma-

nente du Théâtre Povshekhny de Varsovie. Elle a remporté de nombreux prix ces dernières années, tant dans le domaine du théâtre (non seulement en Ukraine mais aussi en Pologne) que du cinéma. Elle fut notamment distinguée pour son rôle dans le film « Bad Roads » de Natalie Vorozhbyt, présenté à la Semaine de la critique du festival de Venise en 2020 et pour son interprétation de Inka dans « Klondike » de Maryna Er Gorbach, primé au festival américain de Sundance. Elle fut nommée parmi les 50 femmes les plus courageuses de Pologne, au même titre que la romancière-essayiste Olga Tokarczuk et la réalisatrice dramaturge Agnieszka Holland.

Son dernier film : « Klondike » :



Dans « Klondike » de Maryna Er Gorbach, Oksana Cherkashina joue le rôle de Irka, une jeune femme enceinte depuis plusieurs mois qui refuse de quitter sa maison alors que la guerre approche.

Juillet 2014, Irka et son compagnon Tolik vivent dans la région du Donbass. La tension au sein du village atteint son point culminant lorsque le vol 117 de la Malaysia Airlines est abattu par les troupes pro-russes.

Pendant ce temps-là, les amis séparatistes de Tolik tentent de le convaincre de rejoindre leurs rangs, ce qui entraîne la colère du frère d'Irka, qui est convaincu que Tolik va trahir sa patrie.

Malgré la présence de militaires dans le village, Irka refuse d'être évacuée, alors que le village est envahi par les forces armées, et tente d'apaiser les tensions entre Tolik et son frère en leur proposant d'unir leurs forces pour reconstruire leur maison bombardée.

Dans une mise en scène rigoureuse et très maîtrisée, Maryna Er Gorbach donne une vision du

monde implacablement pessimiste, seulement tempérée de temps à autre par un humour tranquillement mordant, quelques moments de tendresse familiale et les remarquables compositions filmiques du directeur de la photographie Sviatoslav Bulakovskyl.

Un film sur le choix que nous faisons alors que le monde se déchire...

N.B. : depuis sa première mondiale au festival de Sundance en janvier 2022 où il a reçu le Prix de la Mise en Scène, le film a été primé dans de nombreux autres festivals : Grand Prix et Prix de la critique au festival du film de Fribourg (Suisse) ; Prix du Meilleur Film et de la Mise en scène au festival d'Istanbul (2022) ; Prix du Meilleur Film au festival de Santiago du Chili, etc.



EN TANT QU'ACTRICE, JE VEUX TÉMOIGNER DE LA RÉALITÉ DE MON PAYS

- Oksana CHERKASHINA



OKSANA ET ANNA.

Q : Comment avez-vous été choisie pour ce rôle ?

R : Marina Horbach, la réalisatrice du film, m'a vue dans mes précédents travaux, notamment sur scène au théâtre, et m'a proposé de travailler avec elle. Nous avons

alors tourné le premier teaser pour obtenir le financement national. Ensuite, nous avons pu commencer à travailler sur le film lui-même.

Q : Avez-vous déjà joué dans des films basés sur le thème de la guerre ?

R : Oui. Cette année je présente « Klondike » dans les festivals et aussi « Bad Roads » dont la première mondiale a eu lieu à Venise en septembre 2020. Ce film parle aussi des événements du Donbass en 2014. Et récemment, le documentaire « Hamlet Syndrome » qui a été présenté au festival de Locarno en août dernier. C'est également un film sur la guerre mais aussi sur la jeune génération d'artistes ukrainiens, de soldats, de militants LGBT, c'est-à-dire des gens de professions complètement différentes, et le traumatisme qu'ils vivent depuis huit ans.

Q : Vous jouez dans des films basés sur l'histoire de l'Ukraine : est-ce votre façon d'exprimer votre patriotisme et de montrer au monde ce qui se passe réellement en Ukraine, ou y a-t-il quelque chose de personnel qui n'affecte que vous ?

R : Témoigner de ce qui se passait dans l'Est du pays à cette époque et maintenant des événements qui se déroulent sur tout le territoire ukrainien, c'est fondamental pour moi en tant qu'artiste. C'est une responsabilité tellement humaine de témoigner à l'étranger et de créer une perspective proprement pro-ukrainienne, c'est-à-dire de prendre une position subjective dans laquelle, par exemple, l'imaginaire du spectateur occidental pouvait percevoir des informations non pas à travers des sources de propagande, principalement russes, mais à partir de témoignages comme le mien. Il était très important de faire des pièces de

théâtre, des performances ou des films sur ce sujet, de les montrer partout en Europe, créant ainsi un dialogue et un espace pour une réponse commune à ce qui se passe dans notre pays. Je n'ai jamais conçu cela comme une manifestation de mon patriotisme. Il s'agit plutôt d'actions adéquates sur ma position humaine car je sens que c'est une responsabilité civique.

Q : Quel est le rôle de la femme dans ce film ?

R : Je pense que choisir une femme comme personnage principal est déjà une sorte de signe. Marina Horbach dédie clairement le film aux femmes. On voit comment la réalisatrice veut orienter le regard et l'attention du public. Néanmoins, elle a réussi à éviter la dualité stéréotypée du conflit « féminin-masculin ». La vision artistique de Marina et de mon rôle lui-même sont bien plus profonds que l'opposition entre la femme qui re-

présente quelque chose de bien et l'homme qui provoque la violence dans ce monde.



Dans ce film, on met davantage l'accent sur les relations au sein de la famille et on montre comment ces liens invisibles commencent à changer et à se transformer ou parfois à se rompre à cause du conflit militaire et de la guerre qui approche. Ici, il y a au centre du film une femme forte comme personnage principal qui sans faire de gestes forts constitue une vraie protestation mais sa lutte est paradoxale car Irka (la femme dans le film) reste abattue, désespérément fidèle au rythme de vie d'avant-guerre, on voit ainsi comment

ces pratiques (tenir la maison, s'occuper des animaux, etc.), généralement considérées comme oppressantes pour les femmes, deviennent soudainement une forme de protestation contre la logique de la violence et la logique de la guerre. Autrement dit, on sait que l'héroïne perdra cette bataille, car dans la lutte contre la guerre, une personne seule ne peut rien faire, mais elle propose d'autres stratégies de comportement. Et sa protestation est quelque chose de paradoxalement doux et bienveillant sur l'amour et la nouvelle vie qui grandit en elle.

Q : En tant que femme, j'ai été touchée par la dernière scène quand Irka, enceinte, commence ses douleurs alors que la fusillade entre les hommes se poursuit autour d'elle. Pouvez-vous commenter ce moment ?

R : Ce moment et tout le dernier acte du film en général sont sur-

tout liés à la métaphore que Marina veut offrir au public. Il ne s'agit pas uniquement des caractéristiques reproductives du corps féminin mais cette séquence porte sur l'espoir en général, sur l'espoir qui est préservé en elle, comme chez l'artiste, et a été préservé en nous en tant que citoyens ukrainiens. Indépendamment de ces circonstances inhumaines auxquelles les hommes et les femmes ukrainiennes sont confrontés au début de la guerre et aujourd'hui encore indépendamment de la mort, qui est devenue une réalité et un lieu commun, malheureusement, la vie dicte ses propres règles. Nous le savons depuis huit ans que le désespoir nous frôle mais que l'accouchement et la naissance d'une nouvelle vie, parlent d'espoir.

Tout le film a été tourné pour ressentir cet espoir possible et cette vie future en Ukraine, après la victoire sur la fédération de Russie.

Q : Pouvons-nous comparer la guerre de 2014, avec celle qui se déroule maintenant ?

R : Les stratégies, les actions, les crimes de l'ennemi sont restés les mêmes mais à une beaucoup plus grande échelle.

Q : Le film « Klondike » a-t-il été présenté en Ukraine ?

R : Pas encore. Nous devrions avoir une avant-première dans le cadre de la Semaine de la critique de Kyiv le 24 octobre et une première ukrainienne le 3 novembre mais les bombardements massifs de la semaine dernière ont touché des infrastructures critiques et de nombreuses villes d'Ukraine ont également été coupées en raison d'économies d'électricité. Les cinémas seront alors peut-être fermés puisqu'il n'y aura tout simplement pas d'électricité à cause des bombardements pour aller au cinéma. Malheureusement, non seu-

lement « Klondike » mais aussi la plupart des nouveaux films ukrainiens n'atteindront leurs spectateurs qu'en ligne. Nous avons déjà eu une telle expérience pendant la pandémie. Ce qui n'est quand même pas mal dans les conditions actuelles : nous ne perdons espoir en aucune circonstance.

Q : Comment s'est passé le tournage du film ? Où a-t-il eu lieu ?

R : Le tournage a eu lieu l'été dernier dans la région d'Odessa, dans le village de Kubanka. Toute l'équipe et moi sommes restés à Odessa pendant environ deux mois. C'était très cool car généralement les tournages sont segmentés. D'habitude, je viens sur les tournages pour mes scènes puis je rentre chez moi et je passe à un autre projet ou à des performances. Là, il était essentiel pour Marina que toute l'équipe parte pour cette période. Nous vivions tous ensemble dans un hôtel, on

déjeunait et on dinait ensemble. Notre espace de vie était uniquement dédié au film et personne n'était déconnecté du processus. C'était très intéressant, car deux mois avant le tournage proprement dit, Marina, mes partenaires et moi avons commencé à répéter activement. Ce n'était pas des répétitions de scènes du film mais de scènes précédentes de la vie des héros et des héroïnes, qui se sont passées bien avant que nous n'entrons dans nos rôles respectifs. Nous avons répété environ dix ans de la vie de cette famille depuis le début : comment j'ai rencontré mon mari, comment nous nous sommes disputés pour la première fois, comment nous nous sommes mariés, comment nous avons décidé de faire des rénovations dans la maison, ... des choses très quotidiennes comme ça.

Nous avons travaillé très dur notamment pour créer notre propre accent, car on sait que la famille

parle plus ou moins la même langue. J'ai aussi beaucoup travaillé le côté physique, avec la psychophysique d'une femme enceinte car je n'ai personnellement jamais accouché. Pendant ces deux mois nous avons travaillé très intensément ensemble avant même d'être sur place et j'ai eu le sentiment que je vivais vraiment. Ce fut un processus très excitant, mais aussi difficile car il y a des plans très compliqués qui demandaient beaucoup de concentration et de dévouement. Mais en même temps, c'était très lumineux, léger, harmonieux. Et je suis très heureuse que ce rôle et ce mode de travail se soient produits dans ma vie car cela m'a changé. Je me suis approfondie par la communication d'abord avec Marina puis avec l'équipe et les autres comédiens, cela a élargi ma vision du monde de l'art et du métier du cinéma.

Q : Quel est le lien entre le titre du film « Klondike » et le sujet du film ?

R : Marina a choisi ce titre par référence à la fameuse « Ruée vers l'Or » (cf. le film de Ch. Chaplin) au Canada et en Amérique du Nord où les territoires qui ont été pillés, la terre étant privée de ressources et la recherche de l'or provoquant des cataclysmes écologiques, s'appelaient Klondike.

Marina a ainsi établi ce parallèle avec le Donbass, car à cette époque, la guerre se déroulait en Crimée et dans les régions orientales de Louhansk et de Donetsk envahis par des militaires violents qui venaient s'emparer de notre territoire, de notre terre et de nos ressources. Comme à l'époque de « la ruée vers l'or » sur la rivière de Klondike au Canada à la fin du 19^{ème} siècle.

Anna BARACHNYKOVA
(Au Festival International du Film de Gand - octobre 2022).



ALAIN LALLEMAND,
LE SOIR - 12.2022.

SAUVER LE LIVRE

LES BIBLIOTHÈQUES D'UKRAINE POURSUIVENT LEUR RÉSISTANCE POUR « SAUVER LE LIVRE »

Bibliothécaires, archivistes, directeurs de musées..., tous les conservateurs de l'écrit se sont mobilisés en Ukraine et à l'étranger pour sauver un patrimoine sous assaut des forces russes.

C'est une guerre discrète mais bien réelle, avec ses résistants, ses filières de soutien internationales, ses livraisons nocturnes de matériel sensible. Elle s'est organisée dès le premier jour du conflit dans les bibliothèques et musées d'Ukraine, et ce ne sont pas des armes qui se trafiquent ici : ce sont des armoires antifeu, des boîtes de carton d'archives sans acide, des scanners à plateaux haute définition, des mousses de protection, des déshumidificateurs, des cou-

vertures incendie, des extincteurs compatibles avec la protection du patrimoine. Sur le web, ce ne sont pas des messages cryptés qu'ils échangent, mais des téraoctets d'expertise et de données d'une culture numérisée dans l'urgence.

Votre mission, du moins si vous l'acceptez : sauver le livre !

I AUX PREMIERS JOURS

Puisque la guerre d'Ukraine est aussi culturelle, qu'elle oppose deux langues, deux versions de l'Histoire, deux traditions religieuses et que la Russie n'hésite pas à bombarder les sites et le patrimoine civils, il est parfois vital de sauver des manuscrits, des premières bibles, des dictionnaires de l'ukrainien naissant ou les chartes de droit civil des grandes villes.

Les premiers réseaux de sauvetage font déjà partie de l'Histoire, et se sont constitués dès le mois de mars, comme ce fut le cas

avec le Centre de sauvetage de l'héritage culturel, hébergé par la branche ukrainienne du Conseil international des monuments et sites, Icomos. Au moment où les musées transportaient tant bien que mal tableaux et sculptures vers l'Ouest du pays, réputé plus sûr, les premiers trains venus de Varsovie apportaient aux bibliothèques et centres d'archivage des cartons-archives et des emballages en polystyrène, des gants de protection venus de Scandinavie. D'autres dons ont ensuite afflué, venus de bibliothèques d'Allemagne et des pays baltes.

D'emblée, le mouvement était large. Pour mémoire, c'est l'époque où, en Belgique, les Archives de l'Etat décidaient, avec le Conseil international des archives, de suspendre toute relation avec les services d'archives de Russie et de ses républiques, ainsi que ceux de Biélorussie.



Car les initiatives ne sont pas seulement venues de l'intérieur de l'Ukraine, elles se sont aussi matérialisées à l'étranger, comme le Shadows Project, développé par une jeune étudiante américaine. L'initiative vise à protéger physiquement tout le patrimoine artistique ukrainien, mais avec une attention particulière à cette « culture des ombres » qui distingue l'Ukraine de la Russie et était déjà passée sous silence sous le régime soviétique. Shadows Project est intervenu dans plus d'une douzaine de musées pour leur apporter des coffres d'archivage blindés susceptibles de résister aux bombardements et incendies.

I OPÉRATION « BACK UP »

Cette réponse physique ne suffit pas. Depuis le début de la guerre, selon une estimation du directeur des Archives d'Etat ukrainiennes livrée à The Observer, plus de 300 bibliothèques de premier rang ont

été détruites ainsi que des milliers de bibliothèques scolaires. C'est donc un énorme « back up » de la culture nationale qu'il fallait mettre en place, en partenariat notamment avec le site d'archivage du web Internet Archive, avec l'Unesco, la Bibliothèque nationale de France et la Fondation Roi Baudouin-antenne américaine.

Sous l'acronyme Sucho (Saving Ukrainian Cultural Heritage Online), ce collectif a, de mars à juillet 2022, rassemblé, sécurisé et remis en ligne les contenus de plus de 5 000 sites web culturels et quelque 50 téraoctets de données culturelles. Cela va des archives nationales aux visites 3D des édifices religieux en passant par les photos de groupe des jardins d'enfants. Parmi d'autres joyaux, les archives juives constituées par l'administration de l'ancien Empire de Russie, ou la collection numérisée du Musée de littérature de Kharkiv.

Mais la culture ukrainienne était peu numérisée. Les Archives de l'Etat, par exemple, n'étaient digitalisées qu'à hauteur de 0,6 % avant l'invasion. Le même collectif Sucho, en coordination avec le ministère ukrainien de la Culture et la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et bibliothèques, coordonne à présent le crowdfunding et la fourniture aux bibliothèques de matériel de digitalisation, comme les scanners, les appareils de prise de vue, les ordinateurs, les mémoires, etc. Les besoins sont estimés à un peu moins de 200 000 euros annuels.

I CONTRER LES TRAFICS DE MANUSCRITS

Une autre priorité, à plus long terme, était de contrer les vols et trafics. Valentyna Bochkovska, docteure en histoire, dirige le Musée du livre et de l'imprimé d'Ukraine, à Kiev, qui se visite aussi en ligne. Elle a sous sa responsabilité 58

000 pièces rares, essentiellement du XVI^{ème} au XX^{ème} siècle, parmi lesquelles les premiers imprimés en langue ukrainienne, la racine même d'une vision alternative de l'Histoire, qu'elle soit civile ou religieuse.

Lorsque l'ennemi nie votre culture particulière, il est important de protéger la première version d'une bible en cyrillique (1581), qui inspirera toute la zone orthodoxe, le premier dictionnaire (1627), qui traduit en ukrainien les milliers de termes slaves du culte orthodoxe, ou l'original du « droit de Magdebourg » d'une ville comme Lviv (1581 également), qui formalise les privilèges des bourgeois en matières pénales, commerciales ou successorales.

Le Musée a participé à l'élaboration d'une « liste rouge », diffusée ce 24 novembre par Icom, le Conseil international des musées. Concrètement, quels sont les objets du patrimoine ukrainien susceptibles d'être volés, trafiqués

et se retrouver sur les marchés internationaux de l'art volé - dont la Belgique est l'un des carrefours ? Sur cette liste, les « documents, manuscrits et livres » viennent en première position, qu'il s'agisse de livres rares, incunables, parchemins, premiers imprimés, et qui peuvent remonter jusqu'aux évangiles en slave du XIII^{ème} siècle. Cette liste rouge, élaborée sur plusieurs mois, est un appel à la vigilance internationale : aidez-nous à retrouver le patrimoine qui quitterait illégalement le pays.

I DEMAIN, MALGRÉ LA GUERRE...

Outre ces sauvetages, il reste aux bibliothèques une mission de normalisation, sur le très long terme : demeurer des lieux de résilience, de culture et de socialisation, un refuge malgré la guerre. Pendant les bombardements, elles ont organisé les prêts de livres dans les abris. Mais les

bibliothèques sont des lieux qui doivent continuer à vivre. Ce 2 décembre, les libraires ukrainiens tenaient leur colloque annuel. Au programme : l'exposé d'une psychosomatologue, spécialiste des situations de crise, venue expliquer aux bibliothécaires la maîtrise de soi, première étape pour aider les autres. Face au stress de guerre, les méthodes d'auto-stabilisation sont nécessaires pour mieux échanger avec les visiteurs lors de situations critiques.

On n'est pas loin des missions d'animation et de médiation culturelle qu'endossent les réseaux belges de bibliothèques. C'est dans cette « quasi-normalité » que les bibliothèques d'Ukraine continuent à résister. Ce 13 décembre, l'association ukrainienne des bibliothèques organise... un marathon en ligne pour promouvoir l'émancipation des femmes dans l'univers numérique. La guerre ? On essaie d'oublier, et on gage qu'on y survivra !



DEUX PERSONNALITÉS TRÈS ACTIVES DANS LE MONDE CULTUREL UKRAINIEN: DMYTRO TCHYSTIAK ET IVAN RIABCHYI

ANDRÉ CEUTERICK,

À PARTIR DES TEXTES DE JEAN JAUNIAUX, ÉCRIVAIN ET JOURNALISTE BELGE.



DMYTRO TCHYSTIAK.

Dmytro Tchystiak est né en 1987 à Kiev. Après des études de philologie romane, un doctorat en 2012 sur les mythes antiques dans le premier théâtre de Maurice Maeterlinck et un doctorat d'Etat en 2019 sur la cosmologie mythopoétique dans la poésie symboliste ukrainienne et belge francophone à l'université Tarass Chevtchenko de Kiev, il y enseigne la traductologie, la traduction littéraire et la poétique tout en assurant les cours de traduction

littéraire au CETL à Bruxelles. Au sein de l'Académie européenne des sciences, des arts et des lettres (AESAL, Paris) il assure la fonction de Responsable International des Lettres tout en dirigeant également les collections littéraires « Académie européenne » aux éditions « Samit-Knyga » à Kiev et « Lettres européennes » aux éditions « L'Harmattan » à Paris et en occupant le poste de vice-président de l'Union nationale des écrivains d'Ukraine.

Auteur de plus de 75 livres de poésie, prose, de monographies linguistiques et de traductions littéraires, de plus de 350 articles, il est publié dans une vingtaine de pays.

Traducteur de Marguerite Yourcenar et de Maurice Maeterlinck, de Jacques de Decker et Marcel Thiry, d'Yves Bonnefoy et d'André Gide, de nombreux auteurs francophones, italianophones, anglo-

phones et slaves, il a également traduit et publié en français de nombreux auteurs ukrainiens et une anthologie de la poésie ukrainienne « Clarinettes solaires » dont voici l'introduction :

« La poésie ukrainienne contemporaine est une terre à peu près inconnue pour le lecteur francophone ». Triste constatation puisqu'il s'agit d'un pays de 46 millions d'habitants, un peuple avec une histoire que l'on ne peut lire sans brome, et une culture vieille de huit millénaires (à partir de la civilisation de Cucuteni-Trypillia, dont les sites principaux se trouvent pas loin de Kyiv, la mère des villes russes), et une littérature qui a donné au monde des écrivains aussi divers que Gogol, Boulgakov ou Chevtchenko (les deux premiers ont choisi le russe comme leur langue d'adoption mais ont gardé l'imaginaire du folklore ukrainien)... Le choix de poèmes pour une anthologie est

toujours plus ou moins arbitraire. Surtout pour une anthologie concoctée par un même traducteur. Celle-ci (bien qu'il s'agisse déjà de la 4^{ème} édition, les trois premières étant épuisées) ne se veut nulle part exhaustive, elle comporte des lacunes importantes. Cependant une cinquantaine de poètes rassemblés sous cette couverture donne une idée des tendances contemporaines dans la poésie ukrainienne, à commencer par le fondateur de la littérature ukrainienne nouvelle Taras Chevtchenko, en passant par le grand nom du modernisme Pavlo Tytchyna qui a eu un impact majeur sur la génération des néo-modernistes des années 60, les restaurateurs des structures archétypales ukrainiennes (« L'école de Kyiv ») jusqu'à la génération des années 2010. Cette édition donc, a le but de faire résonner quelques voix peu connues ou tout à fait inconnues du public francophone en attendant une symphonie moins

discordante. Il me reste l'espoir d'une prochaine édition de cette anthologie, revue, corrigée, annotée et augmentée. En attendant, j'ose espérer que quelques « clarinettes solaires » éclairent le chemin des lecteurs...



YVAN RYABCHYI.

Yvan Ryabchyi est né en 1978 de Dnipro. Il a étudié la langue et la littérature françaises à la faculté de philologie des pays étrangers de l'université nationale Oles-Hontchar de Dnipro entre 1995 et 2000. Il s'est ensuite spécialisé en « litté-

rature étrangère » (2000-2003) et « journalisme » (2004-2007).

Il a débuté sa carrière comme professeur de français et d'anglais à l'université de Dnipro. En 2006-2007, il commence son activité journalistique notamment dans le magazine littéraire et artistique « Cercle du Livre + » de Kiev et travaille comme pigiste pour plusieurs médias imprimés et électroniques.

En 2008, il devient assistant de direction de la Maison d'édition « L'Écrivain ukrainien » et alterne aussi les prestations dans les domaines éducatif, médiatique et littéraire.

Depuis 2010 et jusqu'à présent, il est assistant du président de la Jeune académie des sciences de l'Ukraine et en 2012 il entre à l'Association des journalistes européens et du Pen Club Belgique.

En 2015-2016, il est chef du bureau de Kyiv de la Maison d'édition Folio dont le siège est à Kharhiv. Il présente pendant de nombreuses années des auteurs francophones au public ukrainien, ce pourquoi, il reçoit plusieurs distinctions honorifiques.

Ses traductions de pièces de théâtre se jouent sur plusieurs scènes en Ukraine, parmi lesquelles des textes de Yasmina Reza et d'Eric-Emmanuel Schmitt.

En 2021, il devient chef du bureau des droits d'auteur de l'Office de la Culture de la ville de Kyiv. Il a aussi publié certains articles plus subversifs sous le pseudonyme de Ivan Tusso.

Son travail de traducteur d'œuvres littéraires est absolument immense et il va le diversifier en s'intéressant à la BD puisqu'il traduit, en ukrainien, un album des Aventures de Tintin, l'emblématique « Tintin au pays des Soviets » qu'il publie

à l'enseigne de la maison d'édition Pinzel Books. Ivan Ryabchyi a raconté au romancier-journaliste Jean Jauniaux, la genèse et l'importance de cette édition : « Pendant plus de deux ans (2016-2018), nous avons mené des négociations avec les Editions Casterman afin d'obtenir les droits pour l'édition de Tintin en ukrainien. Les Editions Pinzel, dont je suis fondateur et directeur, ont enfin publié le premier album, « Tintin au pays des Soviets », en 2019. C'est une œuvre historique très importante pour l'Ukraine : dans cet album, daté de 1929, Hergé raconte la famine en Ukraine, organisée par les communistes, et critique avec beaucoup de justesse le régime bolchevique ».

Sont en préparation les traductions de Tintin en Amérique et l'Île Noire, dont les couvertures sont déjà affichées aux cimaises du Café Tintin, un lieu de rencontre convivial créé au centre de Kiev qu'il a récemment inauguré (cf. article ci-contre).

« En 2019, nous avons entrepris de nouvelles négociations avec Moulinsart (qui possède les droits pour l'œuvre d'Hergé) pour ouvrir une Boutique Tintin à Kyiv. Nous sommes arrivés à un accord à l'été 2022. Le « Café Tintin » que nous venons d'inaugurer, est situé au cœur historique de Kyiv, près de la cathédrale Sainte-Sophie, dans le fameux « Square des intellectuels ». Ici nous avons élaboré une carte de café spéciale (avec notre partenaire belge « Rombouts »). Les visiteurs peuvent acheter les albums Tintin (nous nous préparons à sortir les deux autres albums, « L'Île Noire » et « Tintin en Amérique ») et voir une exposition des couvertures de tous les albums, venue chez nous de Bruxelles. Une précision encore, en référence à Milou, notre café est « dog friendly » : nous avons un coin spécial pour les chiens ».

TINTIN AU PAYS DES UKRAINIENS

DANIEL COUVREUR,
LE SOIR DU 22.11.2022.



Traduit en ukrainien, l'album de « Tintin au pays des Soviets » est lourd de symboles pour un peuple victime quotidiennement des atrocités d'une guerre que l'on pensait d'un autre siècle.



LE CAFÉ TINTIN DE KIEV
IVAN RIABCHYI CHEF DU SERVICE CULTURE.

« Vous dites que vous n'avez pas de blé ? Il doit y avoir du blé ici ; qu'on mette ce « koulak » à la torture ! ». Quand un officier russe menace un paysan dans *Tintin au pays des Soviets*, l'image parle aussitôt aux Ukrainiens. La première aventure de Tintin, dessinée par Hergé en 1929, s'inspirait directement de *Moscou sans voiles*, un livre de Joseph Douillet, ancien consul de Belgique en Russie et

fondé de pouvoirs du Haut-Commissaire de la Société des Nations. Le diplomate vivait depuis 26 ans en Russie, quand il fut arrêté, emprisonné pendant neuf mois au Goulag, puis expulsé. Les scènes de propagande, de famine, de torture... qu'il décrit ont nourri les péripéties du récit d'Hergé et renvoient douloureusement aux images de la guerre en Ukraine.

Comme Tintin, Ivan Riabchyi est journaliste. Mais il est aussi traducteur et éditeur. Sa maison, Pinzel Books, a signé avec Casterman un contrat de publication des aventures de Tintin en ukrainien. Le premier titre, *Tintin au pays des Soviets*, s'est imposé de lui-même, tant la thématique apparaissait étroitement liée à l'histoire contemporaine de l'Ukraine. L'album est désormais en vente dans le nouveau Café Tintin de Kiev, au « square des intellectuels », près de la cathédrale Sainte-Sophie.

Discrètement inauguré en la présence informelle de l'ambas-

sadeur de Belgique, Peter Van De Velde, l'établissement distribue la version ukrainienne de *Tintin au pays des Soviets* et propose une petite exposition des couvertures des albums de Tintin. Les habitants de Kiev viennent s'y réchauffer autour d'un café Rombouts, partenaire belge de l'aventure.

La société Tintinimagination, responsable de l'exploitation commerciale de l'œuvre d'Hergé, a autorisé officiellement Ivan Riabchyi à utiliser le nom de Tintin et lui a fourni les fac-similés des couvertures des albums. Le *Café Tintin* devrait contribuer concrètement à la promotion des exploits du petit reporter, au-delà du cercle étroit des intellectuels francophiles de Kiev.

“UNE ŒUVRE HISTORIQUE
IMPORTANTE
POUR L'UKRAINE.”

Le romancier-poète belge, Jean Jauniaux, connaît bien Ivan Riab-

chyi, qui est aussi le traducteur de ses œuvres, ainsi que des livres de Caroline Lamarche, Eric-Emmanuel Schmitt ou Jean-Luc Outers. Entre deux coupures d'électricité, Jean Jauniaux a eu le privilège de s'entretenir avec lui pour *L'Ivresse des Livres*. A propos de la genèse de la traduction de *Tintin au pays des Soviets*, Ivan Riabchyi lui a confirmé que cet album est considéré à Kiev comme « une œuvre historique très importante pour l'Ukraine ». A ses yeux, Hergé raconte, entre autres, « la famine organisée par les communistes » et « critique avec beaucoup de justesse le régime bolchevique ».

L'éditeur espère publier, l'an prochain, deux autres titres en ukrainien : *L'Île Noire* et *Tintin en Amérique*. Il a confié à Jean Jauniaux combien, dans sa vie, Tintin occupe désormais « une place importante », précisant qu'il s'identifie à lui, parfois, en raison des nombreuses aventures auxquelles il a survécu.

QUELQUES INFOS PRATIQUES

NOS PERSONNES DE CONTACT

- André **Ceuterick**, président :
0475 / 70 73 79 – a.ceuterick@hotmail.com
- Jacqueline **Loiseau**, secrétaire :
0479 / 90 41 16 – desloi@skynet.be
- Danièle **Gosselet**, trésorière :
0474 / 95 04 07 – danièle.gosselet@gmail.com

NOS ADRESSES

- **Poste** : 152, rue de la Libération, 7080 Frameries (La Bouverie)
- **Téléphone** : 065 / 78 11 53
- **Courriel** : maisonlaiciteframeries@skynet.be

NOUS SOMMES AUSSI PRÉSENTS

- Sur **Facebook** :  Maison de la Laïcité de Frameries
- Sur **Instagram** :  maisonlaiciteframeries
- Sur **TikTok** :  maisonlaiciteframeries
- Sur notre **site WEB** : www.laicite-frameries.be

PRÉSIDENT, ÉDITEUR RESPONSABLE DU PÉRIODIQUE « LE LIEN » : André **Ceuterick**
RÉDACTEUR EN CHEF DU PÉRIODIQUE « LE LIEN » : Daniel **Sclavon**
COORDINATION : Patrick **Beth** | Jean-Paul **Delhaye**

GRAPHISME : Dropix Studio (dropixstudio@gmail.com)

Les articles signés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.

avec le
soutien de





Maison de la Laïcité
de Fraternité

